

PAROLES de signataires

HORS DE FRANCE

Matthias Küntzel

Chercheur en sciences politiques à
Hambourg, auteur de *Jihad et haine
des juifs ; le lien troublant entre
islamisme et nazisme à la racine du
terrorisme international* (L'œuvre
Éditions, 2009), membre du comité
international scientifique de « Scholar
for Peace in the Middle East » (SPME).
Auteur de la traduction en allemand de
l'appel *Raison garder* et de sa
discussion dans la lettre du SPME
publiée en allemand et en anglais.

Bien que je ne sois ni Juif ni sioniste et que je n'aie aucune relation particulière avec Israël ou son gouvernement, j'ai accueilli avec satisfaction l'appel *Raison Garder*. Il y avait beaucoup de bonnes raisons de s'opposer publiquement à l'*Appel à la raison* adressé aux Juifs européens (sous l'égide de Jcall). Je vais analyser ici l'une de ces raisons. La déclaration de JCall a suscité mon opposition, car elle fait l'impasse sur l'antisémitisme et son impact sur le conflit du Moyen-Orient. Il est vrai que les auteurs de l'*Appel* de Jcall ont raison lorsqu'ils considèrent que le proces-

sus de délégitimation auquel Israël est actuellement soumis sur la scène internationale est inacceptable. Cependant, ils ont tort lorsqu'ils en rendent responsable l'attitude blâmable des Juifs, « l'occupation et la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et dans les districts arabes de Jérusalem », suggérant qu'une politique israélienne différente mettrait fin à cette délégitimation.

Au cours de l'été 2005, une autre politique a été menée par Israël. Cette année-là, Israël a évacué tous ses soldats et citoyens résidant dans la bande de Gaza. Cette année-là, le monde a constaté que ce n'étaient pas les colons qui menaçaient la paix, mais que l'Etat d'Israël parvenait, si c'était important, à venir à bout des plus orthodoxes d'entre eux. Cette année-là, beaucoup de monde espérait que la Bande de Gaza s'épanouirait, qu'elle deviendrait une région palestinienne modèle et la base d'un Etat palestinien aux cotés d'Israël. Or c'est le contraire qui s'est produit. Les synagogues ont été rasées tandis que les arsenaux et les ateliers de fabrication d'armes sortaient de terre comme des champignons. En peu de temps les combattants du Hamas transformèrent la Bande de Gaza en une base avancée de leur guerre contre Israël, précipitant ses habitants dans la misère et les épreuves.

Pourquoi le Hamas s'est-il comporté de façon si agressive ? Pourquoi les concessions du gouvernement israélien n'ont-elles pas réduit sa haine envers l'Etat juif, pourquoi l'ont-elle plutôt accrue ? Je trouve étonnant que Jcall refuse la prise en compte de ces questions et qu'en même temps ses initiateurs fassent comme s'ils étaient plus aptes que le gouvernement élu d'Israël pour traiter de ses véritables intérêts.

Dans le conflit de Gaza, le Hamas a prouvé qu'il ne mettait pas en cause une politique israélienne particulière mais l'Etat d'Israël et son existence. Sa motivation est un antisémitisme alimenté par la Tradition islamique et des sources européennes modernes. Ces deux éléments apparaissent dans la charte du Hamas, sa déclaration politique de 1988. On y trouve par exemple une citation de l'Islam des premiers temps : « Le jour du jugement n'advient pas tant que les Musulmans n'aient pas combattu et tué les Juifs ». Le Hamas la fait sienne en l'incluant dans sa charte. En même temps il revient aux thèmes idéologiques des nazis. Les Juifs, dit cette charte, « sont derrière la révolution française et la révolution communiste... Ils sont à l'origine de la première guerre mondiale... et également à l'origine de la seconde. Il n'y a pas une guerre au monde qui ne porte leur empreinte... On trouve leur projet dans les Protocoles des sages de Sion. »¹

Ceux qui défendent de telles positions se permettent un jour d'éliminer les Juifs pour sauver le monde. La première étape de ce programme de rédemption est la suppression de l'Etat juif. Saul Friedländer a inventé pour cette idéologie de

la libération la notion « d'antisémitisme rédempteur », la rédemption par l'antisémitisme. C'est à partir de là que la politique juive des nazis a été définie. « Cette guerre », prévoit par exemple une directive du parti nazi de mai 1943, « se terminera avec une révolution mondiale antisémite et l'anéantissement des Juifs partout dans le monde. Ces deux éléments sont nécessaires pour qu'advienne la paix perpétuelle. »²

Le président iranien Ahmadinejad propose une recette analogue. « Le régime sioniste sera balayé et l'humanité sera libérée ». C'est ce qu'il a expliqué aux participants de la Conférence de Téhéran de 2006³ où l'on a nié l'existence de l'Holocauste. « Si la paix générale l'emporte, les peuples du monde liquideront le sionisme ».⁴

Mon propos n'est pas de défendre à tout prix telle ou telle politique israélienne. Je suis cependant convaincu que toute discussion raisonnable et toute critique des mesures adoptées par l'Etat israélien doivent prendre en compte et reconnaître le contexte spécifique de menaces dans lequel Israël se trouve.

Cependant, les milieux intellectuels de France et d'Allemagne semblent actuellement encore très loin d'admettre la logique de la libération par l'anéantissement et de comprendre ses dangers potentiels. En règle générale on ne veut pas reconnaître que le national-socialisme a favorisé la diffusion de cet antisémitisme idéologique, au niveau des personnes comme des pratiques.⁵

La plupart des observateurs européens du conflit du Proche-Orient tendent plutôt à considérer l'antisémitisme comme une réaction compréhensible à la politique d'Israël et à l'excuser.

L'ouvrage *Les Arabes et la Shoah : La guerre israélo-arabe des récits* de Gilbert Achcar qui enseigne à l'École des Langues orientales et africaines de Londres, en est un exemple. Dans ce livre paru en France en 2009, il tente de différencier deux formes d'antijudaïsme. D'un côté la haine des Juifs reposant sur des fantasmes, caractéristique des racistes européens, qui existe encore et qu'il faut naturellement réprouver. De l'autre la haine compréhensible que ressentent les Arabes, envahis par la colère à cause de l'occupation et de la destruction de la terre arabe. Achcar étend cette distinction à la négation de l'Holocauste. Il se pose la question : « toutes les négations de l'Holocauste sont-elles identiques ? » Sa réponse est un « Non » retentissant formulé dans un habillage rhétorique. « Ne doit-on pas faire la différence entre la négation de l'Holocauste qui émane des oppresseurs et la négation venant des opprimés, de même que l'on fait habituellement une distinction entre le racisme des blancs détenteurs du pouvoir et celui des noirs asservis ? »⁶

A la différence d'Achcar, les rédacteurs de l'*Appel* de Jcall n'ont pas excusé l'antisémitisme existant dans certaines parties du monde arabo-musulman, mais

ils l'ont ignoré. Or l'ignorance est lourde de conséquences. La question n'est pas qu'il manque un paragraphe sur l'antisémitisme chez Jcall... C'est surtout que cette l'omission est au cœur de l'analyse de Jcall. Quand on affirme que le processus de paix échoue du fait des implantations, c'est que l'on tient à ne pas parler d'antisémitisme.

Ceux qui masquent l'antisémitisme de nombreux Palestiniens induisent du même coup l'idée que la décision de lancer des fusées Kassam, d'assassiner des habitants juifs des colonies ou de déclencher des attentats-suicides n'est qu'une réaction à une politique israélienne condamnable. Cette argumentation est un danger pour Israël en vertu de l'adage : « plus l'action antijuive est massive, plus la culpabilité juive est grande ». Elle en fait le bouc émissaire des actions violentes du monde islamique qui permettent de le délégitimer. Ce processus de délégitimation auquel Israël est actuellement confronté sur la scène internationale est inacceptable déclare Jcall. Cependant, au lieu de s'opposer aux forces identifiables qui alimentent ce processus de délégitimation, Jcall y ajoute en fait une voix juive : renoncer à penser avec clarté c'est devenir complice. À vrai dire, la plupart des signataires de la pétition de Jcall n'ont pas beaucoup réfléchi aux conséquences de leur propos. Ils auraient dû comprendre la réponse que nous leur avons faite, celle de *Raison Garder*, comme une invitation au débat.

(Traduction : Francine Coen)

Le 20 avril 2010, les lecteurs du quotidien *Le Soir* et la petite communauté juive belge francophone furent informés que le Centre Communautaire Laïque Juif de Bruxelles (CCLJ), s'inspirant du groupe de pression basé aux États-Unis J Street, allait lancer une initiative similaire en Europe : l'Appel à la Raison de J-Call : « Le cri pour la paix de Juifs d'Europe », dont l'ambition était de « faire entendre une autre voix juive, raisonnable ». C'est au journaliste Baudouin Loos, connu pour ses positions anti-israéliennes tranchées, fervent supporter du boycott d'Israël, de sanctions et du gel des accords

Dr. Rudy Roth

Journaliste indépendant pour

www.joodsactueel.be

avec l'assistance du blogue

« La Belgique francophone,
Israël et les Juifs »

<http://belgiqueisrael.blogspot.com/>

entre Israël et l'UE, que MM. David Susskind et Elie Barnavi eurent la bonne idée de confier ce scoop mondial.

Sur leur site, les promoteurs de J-Call faisaient part de leurs griefs contre les institutions juives : « Notre objectif est de rendre publique une parole souvent confisquée par des institutions juives communautaires », clamaient-ils. Sans doute réalisant que l'énormité du propos – s'il y a une parole qui est médiatisée depuis des décennies en Belgique, c'est bien celle des dirigeants du CCLJ – dont celle du couple David et Simone Susskind – allait desservir leur cause, la phrase fut retirée dès le lendemain.

Depuis le début de la seconde Intifada c'est bien le CCLJ qui a réussi à confisquer la parole en Belgique francophone tenant le même discours hyper-critique sur Israël que celui d'une presse – surtout celle subsidiée par le parti socialiste – anti-israélienne frisant par ses excès l'antisémitisme. Il devenait en effet impossible d'endiguer le flot, voire le tsunami, de désinformation que véhicule cette même presse sur le conflit israélo-arabe.

Les actes antisémites étaient à peine dénoncés du bout des lèvres. Et David Susskind clamait haut et fort à la télévision qu'il n'y avait pas d'antisémitisme en Belgique. Un coup d'œil sur le site www.antisemitisme.be suffit pour comprendre que la mémoire courte semble être une des spécialités de David Susskind.

Un autre personnage de l'establishment autour du CCLJ derrière J-Call est l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi. Dans le quotidien belge *Le Soir*, Elie Barnavi n'hésite pas à utiliser un langage nettement moins soft et diplomatique que celui de l'appel à la raison : « [...] nous pensons que nombreux sont les Juifs européens modérés qui n'approuvent pas la politique du gouvernement israélien qui n'est ni légitime ni raisonnable mais plutôt suicidaire ! ». Bien entendu, cette phrase peu diplomatique ne figure pas non plus dans le document officiel de J-Call.

Pour n'importe quel observateur des médias ces arguments suffisaient pour inciter à la méfiance.

« L'appel avait été préparé à Bruxelles, de longue main, en catimini, avec des moyens importants ». Ce n'est que deux jours plus tard que le CCLJ – qui édite le mensuel *Regards* – annonçait à la communauté juive que J-Call avait été lancé et quels en étaient les objectifs (email intitulé « ISRAËL-PALESTINE : signez l'Appel à la Raison sur www.jcall.eu »). N'aurait-il pas été plus courtois d'informer d'abord la communauté juive et ensuite la presse ? Ce renversement de priorités n'est peut-être qu'un détail mais il est révélateur. De surcroît le nom du domaine Internet jcall.eu était déjà réservé depuis le 10 mars, donc plus d'un mois, par David Chemla au nom de « La Paix Maintenant » en France.

On aurait espéré que, par simple question de courtoisie, le CCLJ qui publie la revue *Regards*, annonce d'abord la nouvelle à la communauté juive.

Il faut ici une parenthèse pour les lecteurs français concernant le quotidien *Le Soir* et le journaliste Baudouin Loos.

Le soussigné était depuis 1971 un lecteur assidu de ce qui fut un quotidien de référence en Belgique. Si pendant un quart de siècle j'ai accepté de me salir les mains pendant sa lecture à cause de l'encre trop abondante utilisée pour sa production j'avais décidé depuis la fin des années 1990 de ne plus me salir l'esprit et les idées défendues dans des articles de plus en plus nauséabonds concernant Israël et les Juifs. Le journal refusait et refuse toujours les corrections aux mensonges publiés régulièrement. Un de ses chefs-d'œuvre dans ce genre fut la page entière consacrée à l'uranium appauvri prétendument utilisé par Israël au Liban. Information reprise du funeste Robert Fisk et qui s'est avérée, comme d'habitude, entièrement fausse. Des lecteurs bien informés avaient envoyé une carte blanche démontant ce faux mais *Le Soir* refusait, contre toute déontologie, de publier ce rectificatif. Ce n'est que quelques jours plus tard que, complètement noyé dans d'autres nouvelles, une phrase mentionnait le démenti des Nations Unies. Cet exemple est un parmi des centaines d'autres d'un niveau de désinformation rarement égalé en Europe occidentale.

Ce journal, prétendument de gauche, n'a pas hésité à publier le 18 décembre 2006, une caricature de son dessinateur attiré, Pierre Kroll, digne du 3^e Reich. Il a fallu une plainte auprès du Centre d'égalité des chances et contre le racisme en plus des dizaines de lettres pour qu'enfin la rédactrice en chef accepte de publier un correctif et des excuses un mois plus tard : « En l'occurrence, cette caricature publiée au lendemain d'un week-end a échappé à cette relecture vigilante. Nous vous prions de nous en excuser. Dont acte. Béatrice Delvaux » Mais le journaliste Baudouin Loos, qui est un grand ami de David et Simone Susskind, est allé quelques étapes plus loin dans la désinformation. Pendant des années il écrivait des articles sur le Moyen-Orient dans un « livre de l'année » d'une collection pour adolescents. Inutile de préciser l'objectivité appliquée par ce propagandiste de la cause palestinienne. Ce n'est que suite à des plaintes motivées par des écrits mensongers et incitant à la haine contre Israël et par procuration contre les Juifs, que les éditions Artis-Historia retirèrent M. Loos de la liste de leurs collaborateurs. Un journaliste d'un journal concurrent, lorsqu'on le compara à Baudouin Loos pour une intervention estimée non-partiale, s'exclama : « je ne suis certainement pas un Baudouin Loos qui n'a choisi qu'un camp. » Cela en dit long sur sa réputation d'impartialité dans la profession... Le fait que le CCLJ ait accordé un « scoop » mondial au *Soir* et à Baudouin Loos (cette situation surréaliste serait impensable en France, en Angleterre et

ailleurs...) a provoqué une levée de boucliers au sein de la communauté juive et ses amis en Belgique. C'est une des raisons qui ont poussé de nombreuses personnalités à ne pas signer J-Call. Des institutions juives telles que le Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique (CCOJB), le Forum des organisations juives de Belgique (FJO), qui représente la majorité des organisations juives de la région d'Anvers et fait inédit, même le Consistoire Central Israélite de Belgique ont pris publiquement leurs distances par rapport à J-Call.

Un autre élément interpellant fut la gestion des signatures de la pétition J-Call sur l'Internet. Ainsi, le soussigné a pu, par hasard, observer par une analyse statistique élémentaire le 27 avril une discordance de plusieurs centaines de signatures avec le nombre observé auparavant vers minuit. Le 29 avril : rebelote. Le lendemain le CCLJ, c'est donc bien cet organisme qui est impliqué à fond dans J-Call, donne une explication : « Les personnes qui ne disposent pas de mails et qui souhaitaient rallier cet Appel ont demandé par téléphone à ce que leur nom soit ajouté à la liste. » Une telle procédure, non annoncée sur le site, laisse perplexe. Les donneurs de leçons et chevaliers blancs que J-Call prétend être pêchent par manque de transparence.

Une autre mascarade de J-Call fut la séance de lancement au Parlement européen. Comme s'il n'y avait pas assez de débats, pseudo-tribunaux, articles, émissions de télévision et de radio, manifestations, défilés, conférences, programmes éducatifs, associations, blogs etc. en Europe sur le conflit israélo-arabe qui frisent l'obsession, le CCLJ a choisi comme cadre de lancement de J-Call, le 3 mai, le Parlement européen. La supercherie dans l'annonce saute aux yeux pour quelqu'un qui, comme votre serviteur, a fréquenté les institutions européennes pendant des années. Les organisateurs annonçaient « Lancement de J-Call au Parlement européen », mais ceci ne se retrouve plus sur le site de Jcall.eu et ce n'est pas sans raison. L'abus de terminologie est manifeste. Il ne s'agit pas d'une réunion officielle du Parlement mais uniquement d'une réunion privée dans une des salles du bâtiment du Parlement européen, louée pour la circonstance par l'intermédiaire d'un parlementaire complaisant. Chaque jour il y a des réunions de ce type mais sont les organisations qui obtiennent une salle et abusent de l'amalgame pour induire le public en erreur.

Le clou de cette cérémonie devait être la présence de représentants de l'association J-Street. Cette présence était annoncée à grands fracas de publicité, tandis qu'aucun Belge ne figurait sur la liste des conférenciers en dépit de l'implication du CCLJ. Or ces représentants fantômes ne sont pas venus et on chercherait en vain la moindre mention de J-Call sur le site Internet de J-Street. Inutile de dire qu'ils ont pris leurs distances. Un certain Marc Perelman a écrit

le 5 mai dans le journal américain *Forward* en ligne : « While J Street served as an inspiration and sent an observer to the formal launching ceremony at the European Parliament, there is no formal tie with the American lobby ». Perelman n'a jamais répondu aux multiples demandes bien transmises par le journal *Forward* pour fournir une clarification concernant cet « observer ».

L'unique référence à J Street, pendant la séance, à de possibles « observers » de J Street se limitait à annoncer que Claude Kandiyoti, un des responsables de la revue mensuelle *Contact J* du Centre Ben Gourion de Bruxelles, servirait de liaison avec J Street. C'est un peu pauvre en termes d'« observer ». Dans un article élogieux paru dans le *Ha'aretz* du 13 mai, « J-Call est bon pour les Juifs » (Good for the Jews), il oublie de revendiquer ce titre glorifique qui lui fut décerné quelques jours auparavant.

Aussi peu glorieuse fut l'intervention de Bernard-Henri Lévy, annoncé comme un des signataires de la première heure, qui s'excusa devant le public de ne pas avoir eu l'occasion de prendre connaissance du contenu de la pétition avant de prendre le train pour Bruxelles. Cela fait assez désordre.

Ce qui a aussi laissé perplexe plus d'un Belge est la phrase du communiqué de J-Call du 3 mai : « Mais cet Appel n'est pas un menu à la carte où chacun est libre de puiser ce qui lui convient, ni d'apporter de manière ostentatoire sa signature en tenant des propos qui la contredisent en même temps. C'est une profession de foi dont chaque mot a été soigneusement pesé, une proclamation à prendre ou à laisser. Tout entière. » Ceci rappelle un autoritarisme d'un autre âge, mais qui fut toujours présent chez certains membres dirigeants du CCLJ. « A prendre ou à laisser ». Les Finkielkraut et BHL ont certainement dû oublier ce texte quand ils ont publié des commentaires et leurs réserves sur leurs signatures de J-Call. Pas grand monde pour relever ces notes discordantes.

Mais les observateurs belges n'avaient pas fini d'être surpris par J-Call. La députée du parti Ecolo belge, Isabelle Durant, s'est félicitée sur son blog que la séance à l'invitation du groupe des Verts avait déjà organisé une réunion pour la presse l'après-midi. Les Belges connaissent bien Mme Durant. C'est elle qui a défendu bec et ongles son député Vert, Fouad Lahssaini, quand il a invité le 15 décembre 2008 le Hezbollah et le directeur de la station antisémite libanaise, Al Manar, à la Maison des parlementaires en trompant par omission ses collègues ainsi que le président du Parlement belge sur l'identité et les fonctions réelles des participants. Quelques semaines plus tard, le 11 janvier 2009, Isabelle Durant se trouvait parmi des manifestants à Bruxelles quand de sérieuses dérives antisémites furent constatées, y compris par elle ; mais ce ne fut pas une raison suffisante pour elle d'objecter et quitter cette manifestation. Ecologique et éthique, deux mots qui semblent se conjuguer difficilement ensemble en Belgique.

La pétition « Raison garder » initiée par un groupe d'intellectuels et de personnalités françaises fut accueillie par beaucoup de Belges de la communauté juive comme un bol d'air frais. Pour beaucoup de Belges il n'est pas question que l'on s'imisce dans notre politique nationale ou que l'on intervienne de l'étranger pour « solutionner » notre problème BHV⁷ entre communautés. De la même façon, ces citoyens belges ne conçoivent pas que des personnes qui ne sont pas des électeurs en Israël aillent, assis confortablement dans leurs fauteuils de bureau Rue de l'Hôtel des Monnaies, comme le CCLJ, donner des leçons très médiatiques à Israël. [Ces personnes de la communauté devraient plutôt prendre l'exemple à la retenue de la communauté marocaine de Belgique qui compte sans doute 600 000 membres (selon *Le Vif-L'Express*) et dont aucune association ne s'offusque publiquement de l'occupation du Sahara occidental et du mur de séparation de plus de 2,500 km ni ne s'imisce dans la vie politique marocaine.] C'est pour ces raisons que beaucoup de Belges se sont reconnus dans « Raison garder » qu'ils ont signée des deux mains et dont j'ai fait la promotion. Le 28 avril « Raison garder », en dépit du silence de la presse la concernant et la publicité pour J-Call, dépassait déjà le nombre de signatures de cette dernière.

Epilogue ? Le 12 mai, soit neuf jours après la séance de lancement en grande fanfare dans le bâtiment du Parlement européen, Bruxelles, la capitale de l'Europe, avait « la chance » qu'une autre manifestation sur le Moyen-Orient se déroule dans ses rues. A l'appel de la Plate-forme « Palestine occupée – Dexia impliquée », qui est constitué de plusieurs ONG, syndicats et aussi de partis politique comme le parti écolo de Mme Isabelle Durant, une autre mascarade eut lieu devant le siège de la banque franco-belge Dexia situé à un jet de pierre de la Cathédrale de St Michel et Gudule. Les vitraux de cette cathédrale rappellent encore le présumé meurtre rituel qui aurait été commis par des Juifs de Bruxelles et Louvain en 1370.

C'est pendant cette manifestation qu'on assista à spectacle où des clowns, supposés représenter des Juifs israéliens, chantaient « J'aime le sang. Un petit verre de sang. J'aime le sang. Un petit verre de sang » et faisaient semblant de boire un liquide rouge devant les cameramen de la presse. Cette dérive devant la cathédrale, lieu déjà rempli de souvenirs sinistres pour la communauté juive, fut dénoncée par le CCOJB, le Forum et plusieurs sites internet. Par contre le CCLJ se trouvait aux abonnés absents et plutôt que de dénoncer que la « parole [est] souvent confisquée par des institutions juives communautaires », dénonce les véritables problèmes en Belgique. Ou était-il déjà en train de se rendre compte que l'initiative J-Call devenait un échec complet parce que le nombre de signatures de « Raison garder » dépassait de 60 % celle de leur

pétition ? Et les liens privilégiés du CCLJ avec le parti Ecolo n'ont pas empêché ce dernier d'être le seul parti politique belge parmi ceux contactés à refuser de commenter et de dénoncer cette dérive antisémite.

Last but not least, même Baudouin Loos, auteur du « scoop » pointait dans *Le Soir...* la vacuité et l'amateurisme de l'initiative [J-Call]. « D'aucuns regrettent pourtant qu'aucune structure de suivi n'ait été mise en place pour le moment », écrivait-il. Pour une fois, on lui donnera bien volontiers raison !

Fiamma Nirenstein

Journaliste et écrivain, Vice-Président du Comité des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés en Italie, auteur d'une pétition « Avec Israël pour la raison », contre JCall qui a réuni 6 000 signataires d'Italie et du monde entier.

L'existence de l'Etat d'Israël n'a jamais été autant menacée qu'à notre époque et pas seulement du fait de l'Iran et ses installations nucléaires, du Hezbollah qui détient plus de 40 000 missiles déployés au Sud Liban et stockés dans les caves des maisons et des écoles ou du Hamas armé d'une large gamme de missiles pouvant atteindre Tel Aviv. L'une des pires menaces à laquelle fait face aujourd'hui Israël vient de la vaste campagne mondiale qui vise à délégitimer l'Etat juif.

Si l'on considère la manière dont s'est élaborée cette campagne de délégitimation au cours des dernières décennies, on peut constater que tous les outils idéologiques contemporains ont été exploités : l'anti-capitalisme, l'antisémitisme, l'anti-impérialisme, le tiers-mondisme. Yoram Hazony a aussi mis en exergue le tournant qui s'opère dans l'Europe actuelle à l'encontre de l'Etat-nation et ainsi d'Israël, Etat-nation du peuple juif. Israël s'est vu relégué au rang d'un Etat égoïste et belliciste, alors que les Palestiniens se sont vus comparés aux Juifs, victimes de l'Etat-nation allemand au XX^e siècle. Le palestinisme, une maladie propre à l'Europe, a corrompu tous les standards internationaux. Le langage lui-même a été corrompu. Depuis Durban, il est en effet impossible de parler de « racisme », un terme utilisé à tout va, uniquement pour identifier Israël à l'Afrique du Sud prérévolutionnaire. Mandela lui-même devrait protester...

Le double standard est devenu la règle quand il est question d'Israël, légitimant ainsi les comportements les plus scandaleux au Soudan, en Libye, et en

Arabie Saoudite. Des pays tels que la Turquie qui extermine les Kurdes, ou l'Iran qui lapide les femmes, pend les homosexuels, promet d'exterminer les Juifs et nie la Shoah, sont applaudis et encouragés par les plus hautes instances internationales pour leur accusation d'Israël. Plus de deux tiers des résolutions enregistrées par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies condamnent Israël, tout comme l'Assemblée Générale de l'ONU.

Dernièrement, le 31 mai, un sommet a été atteint avec la provocation du Mavi Marmara : après que la flottille turque en partance pour Gaza refusa d'entrer au port d'Ashdod pour inspection, causant un tragique résultat, Israël fut assailli par une vague de condamnations. Les organisations européennes et l'ONU ont immédiatement fait appel aux plus hautes instances, telles que le Conseil de Sécurité, le Conseil des Droits de l'Homme et un débat s'est même tenu en urgence à Strasbourg au Conseil de l'Europe. De toute évidence, toutes ces institutions ne sont jamais convoquées pour des massacres de civils, tels que ceux que nous avons déjà mentionnés.

A Rome, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut le ghetto juif, rappelant ainsi les événements tragiques de la fête de soukot de 1982, au cours desquels des terroristes palestiniens assaillirent la synagogue, tuèrent Stefano Tachè, âgé de 2 ans, et blessèrent de nombreuses personnes. L'attaque de Juifs de la diaspora donne à voir le vrai visage de la délégitimation d'Israël.

La forteresse de la délégitimation

La condamnation d'Israël est bien enracinée, structurée, et commence à percer dans les couloirs du pouvoir et les réseaux de communication. C'est dans ces domaines que nous devons combattre, au sein même de la forteresse de la délégitimation, pour la clarté morale et la bienséance du langage.

Pour comprendre l'imperméabilité de l'opinion publique à la vérité et à la juste information, nous devons nous remémorer la visite d'Arafat donnée au Général Giap, en 1970, au Vietnam, alors que le Vietnam incarnait l'anti-impérialisme et l'anti-américanisme. Giap dit alors à Arafat qu'il devait conquérir l'opinion publique internationale en transformant la cause palestinienne, un problème local, en un combat universel pour la justice, à l'image du modèle vietnamien. Pour atteindre cet objectif, le Général Giap suggéra d'emprunter la voie royale : conquérir les élites, les intellectuels, les politiciens, lancer et répéter les idées les plus osées, exactement comme l'a fait le communisme, pendant tant d'années, en dépit de sa cruauté et de ses échecs.

Nous devons cependant noter que, alors que la presse, les organisations publiques, les intellectuels prennent tous le chemin de la délégitimation, les hommes politiques, les militaires, le monde de l'économie se comportent géné-

ralement différemment. Les élites sont divisées, tout comme l'opinion publique commence à l'être. Le comportement belliciste de l'Iran et la posture extrémiste de la Turquie ont éveillé le soupçon et donné à penser que leur pire ennemi, Israël, était en fait le bon élément.

Concernant la politique européenne, nous n'assistons plus au déploiement de la guerre froide de gouvernements philo-russes et philo-arabes. A la place de Craxi, Brandt, Mitterand, nous avons maintenant Berlusconi, Merkel, Sarkozy. Et Kurt Waldheim, le nazi philo-arabe, ne règne dorénavant plus aux Nations Unies. Ce n'est pas le fait du hasard que des pays extrêmement anti-israéliens tels que la Suède et la Norvège accueillent sur leurs territoires une population massive de musulmans.

L'auto-condamnation juive

La campagne palestinienne est toujours très bien reçue par les élites intellectuelles, et c'est là où nous devons travailler. Certains intellectuels juifs sont parfois même attirés par elle. Leur présence dans ce champ devient extrêmement dangereuse pour Israël, créant dans l'opinion publique le sentiment mensonger qu'une attaque envers Israël est justifiée. C'est ce qui s'est passé en avril, avec le lancement de JCall, soutenu par d'éminents intellectuels juifs. Ce manifeste a soutenu l'opinion erronée selon laquelle la présence d'Israël dans les territoires contestés représente le principal obstacle à la paix. Le document minimise aussi la menace globale, physique et morale, à laquelle Israël est exposé.

Les réponses française et italienne

Nous sommes fiers que la France et l'Italie aient réagi au document de JCall par deux appels qui constituent le début d'un grand mouvement de masse européen en faveur d'Israël.

Notre appel, « Militer pour Israël, militer pour la Raison », aura bientôt collecté plus de 5 500 signatures. Parmi les premiers signataires, l'on peut compter d'importants intellectuels tels que Giuliano Ferrara, rédacteur en chef du grand journal italien, *Il Corriere della Sera*, des représentants de l'armée, des artistes, une cinquantaine d'écrivains et de journalistes, 40 universitaires, une cinquantaine de parlementaires du Parlement européen et d'autres pays. Même si le cœur de notre appel vise l'Europe, nous avons collecté aussi les signatures d'éminentes personnalités outre-mer, telles que Norman Podhoretz, Dore Gold, Phyllis Chesler, Nina Rosenwald, Harold Rhode et Caroline Glick. Une véritable mobilisation a eu lieu : nombreux sont ceux qui se sont engagés à signer le document, mais aussi à le diffuser, le traduisant en anglais, français, allemand, espagnol, et organisant des listings pour collecter les signatures.

Des citoyens, des intellectuels et des politiciens de tous bords comprennent que le principe «les territoires contre la paix » n'aidera pas au processus de paix sans que s'arrête l'incitation à l'encontre d'Israël et des Juifs et sans la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat du peuple juif.

Un mouvement européen pour Israël

L'important écho qu'ont reçu l'appel italien et l'appel français « Raison Garder », lancé par Shmuel Trigano et Raphaël Draï, prouvent que les élites ne sont pas monolithiques et que les Européens n'acceptent pas le palestinisme en tant que tel. Nous avons le sentiment que « Raison Garder » et notre appel construisent un cadre conceptuel qui permettra de rétablir la vérité sur les mensonges du passé.

Après Mohammed Al-Dura, Jenine, Kafr Qana, Mavi Marmara, pour ne lister que certains des épisodes qui donnent corps à la pire des mystifications, il existe un sentiment bien répandu selon lequel il est nécessaire de restaurer la vérité. Israël est assailli par la haine d'ennemis puissants utilisant missiles et méthode terroriste, alors qu'il est le seul véritable Etat démocratique au Moyen-Orient, un Etat semblable à tout autre pays occidental, en plus courageux...

Le 7 octobre, une importante manifestation s'est tenue à Rome, sous la bannière de « l'Europe pour la vérité, pour Israël », inaugurant ainsi publiquement un mouvement européen pour Israël. L'initiative a été conçue comme un « marathon de la parole ». Chaque intervenant était invité à monter sur scène pour exprimer au public, en cinq minutes environ, sa propre vision de la vérité concernant Israël : une pensée personnelle, un souvenir, un épisode, afin de les confronter aux mensonges répandus par ceux qui calomnient Israël et délégitiment l'Etat juif, le condamnant ainsi à l'isolement.

De nombreux politiciens et ministres, tout comme des figures culturelles dirigeantes d'Italie et d'Europe étaient présentes. L'événement, qui s'est tenu au Temple d'Adrien, une ancienne et prestigieuse salle située au cœur de Rome, a été introduit par José Maria Aznar, qui a présenté son « Initiative des Amis d'Israël ». De nombreuses organisations nous ont rejoint dans cette entreprise et ont envoyé leurs représentants : les promoteurs de « Raison Garder », l'Association Parlementaire d'Amitié Italiano-Israélienne, les Amis Européens d'Israël, le Congrès Juif Mondial, et bien d'autres encore...

(Traduit par Elya Trigano)

Emmanuel Navon

Professeur de Relations

Internationales à l'Université

de Tel-Aviv.

Lancer un « Appel à la Raison » sous-entend que l'appelant est plus rationnel que l'appelé. La lecture du texte de J-Call confirme ce sous-entendu. À deux reprises, ses auteurs disent « nous savons » au lieu de « nous pensons » (que la construction juive au-delà de la ligne verte constitue une « faute morale » et que la solution de deux États pour deux nations est la seule possible). Puis, tout en admettant que c'est aux Juifs d'Israël de décider de leur destin, les auteurs de J-Call les conjurent de prendre « la bonne » décision. Donc les auteurs de J-Call ne cherchent pas à engager un débat mais à déclarer la vérité qu'ils disent détenir. Ils conseillent aux Israéliens de comprendre par eux-mêmes quelle est cette vérité et souhaitent les aider à voir la lumière en créant un mouvement de pression en Europe.

Se déclarer détenteur de la vérité est un signe de faiblesse. Comme l'a bien expliqué Karl Popper, les totalitarismes du vingtième siècle sont tous nés de la tentative d'éliminer l'incertitude en politique. Qu'il s'agisse du philosophe-roi de Platon, de l'historicisme de Hegel, ou du socialisme « scientifique » de Marx, l'idée est la même : le débat n'est pas entre différentes opinions mais entre ceux qui comprennent et ceux qui ne comprennent pas. Et comme la vérité est une, tous les moyens sont permis pour l'imposer à ceux qui tentent d'y faire obstacle. La violence utilisée par les totalitarismes du vingtième siècle constituait l'admission d'une faiblesse : s'il suffit de sortir de la grotte pour voir la lumière, pourquoi tuez les non-voyants ?

Non pas que je compare les auteurs de J-Call aux dictateurs du vingtième siècle. Mais je compare deux types d'arrogances qui ont en commun cette tentative d'éviter le débat en déclarant d'avance qui a raison et en tentant d'intimider ceux qui oseraient en douter.

Si les auteurs de J-Call avaient effectivement raison, on pourrait excuser leur assurance et leur reprocher tout au plus de se pavaner dans leur victoire. Mais ils défendent une théorie qui ne cesse d'être contredite par les faits.

Cette théorie consiste à dire que le conflit Israélo-palestinien est soluble sur la base d'un retour au *statu quo ante* de juin 1967. Si tel est le cas, comment se fait-il qu'il n'y avait pas de paix entre Israël et les Palestiniens avant 1967 ? Et comment se fait-il que les Palestiniens aient rejeté tous les compromis territoriaux depuis 1937 ?

Les Palestiniens ont rejeté le partage de l'ancien Mandat britannique en deux États à six reprises : en 1937 (Commission Peel), en 1947 (proposition de l'UNSCOP), en 1979 (Accords de Camp David), en juillet 2000, en décembre 2000, et en novembre 2008.

À Camp David, en juillet 2000, Ehud Barak accepta l'établissement d'un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza, sur 91 % de la Judée-Samarie, le partage de Jérusalem, et un fonds de compensation pour les réfugiés palestiniens. Arafat rejeta l'offre sans faire de contre-proposition.

En décembre 2000, le Président Clinton soumit à Israël et aux Palestiniens un plan de paix prévoyant l'établissement d'un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza et sur 95 % de la Judée-Samarie avec une compensation territoriale israélienne, la division de la Vieille Ville de Jérusalem avec une souveraineté palestinienne sur le Mont du Temple, et la renonciation palestinienne au « droit au retour. » Le « Plan Clinton » fut accepté par le gouvernement israélien et rejeté par l'Autorité palestinienne.

En novembre 2008, le Premier Ministre israélien Ehud Olmert proposa à Mahmoud Abbas l'établissement d'un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza, sur 97 % de la Judée-Samarie avec une compensation territoriale israélienne de 3 %, l'internationalisation du Mont du Temple, et l'acceptation par Israël d'un millier de réfugiés palestiniens. Mahmoud Abbas rejeta l'offre. Non seulement il la rejeta, mais il déclara au *Washington Post* en mai 2009 que la proposition d'Éhud Olmert montre à quel point le fossé entre Israël et les Palestiniens reste « énorme. »

L'historien israélien Benny Morris, connu tant pour sa monumentale histoire du conflit israélo-arabe que pour son livre sur les réfugiés palestiniens et son rôle fondateur dans la « nouvelle historiographie » israélienne, a toujours été adepte de la paix avec les Palestiniens sur la base d'un retour au *statu quo ante* de 1967. Il a systématiquement refusé de remplir ses périodes de réserve militaire dans les territoires et fut longtemps fustigé par l'establishment comme un renégat d'extrême gauche. L'an dernier, Morris a publié un livre nommé *One State, Two States* dans lequel il retrace l'histoire de l'acceptation et du refus du partage par les Juifs et par les Arabes depuis les années 1930. Il conclut que les Juifs ont accepté le partage en 1937 et en 1947, ont brièvement rêvé d'un « Grand Israël » dans les années 1980 et sont revenus à l'idée de partage depuis. Les Arabes, quant à eux, n'ont jamais accepté le principe de deux États pour deux nations. Et ils s'en éloignent aujourd'hui plus que jamais sous l'effet d'une islamisation et d'une radicalisation croissantes, et convaincus qu'ils sont que la démographie arabe ainsi que la bombe iranienne leur donneront raison.

D'un côté, Morris est convaincu qu'il n'y pas d'alternative à la solution de deux

États pour deux nations. Mais d'un autre côté, il pense que cette solution n'est pas applicable parce que les Palestiniens la rejettent.

Morris n'est pas parvenu à cette conclusion pour des raisons idéologiques. Peu de gens maîtrisent comme lui l'histoire du conflit israélo-arabe, et il a toujours milité pour la paix. Il admet simplement les faits à contrecœur. À la fin de son livre, Morris tente tout de même de garder l'espoir en proposant un retour à la « solution jordanienne. » Mais puisque ni les Palestiniens ni la Jordanie ne veulent de cette solution, il s'agit là d'un vœu pieux. Autrement dit, il n'y a pas d'alternative à une solution qui ne fonctionne pas.

Moi-même, j'étais partisan dans le passé du processus d'Oslo et de la solution des deux États. Jusqu'au moment où j'ai fini par comprendre que les Palestiniens déclarent leur acceptation de cette solution pour des raisons tactiques, mais continuent de la rejeter dans les faits. D'abord il y eut le discours d'Arafat à la mosquée de Johannesburg, le 23 mai 1994, dans lequel il compara les Accords d'Oslo au Traité de Hudaibiya (signé en 628 par Mahomet pour des raisons tactiques afin de mieux détruire l'ennemi). Puis cette interview d'Azmi Bishara au journal *Haaretz* le 29 mai 1998 dans lequel il explique que les Palestiniens ne feront jamais la paix avec Israël sur la base du *statu quo ante* de 1967, mais sur celle du *statu quo ante* de 1947. Ou encore l'interview de Faisal Hussein publiée dans *Al-Arabi* le 24 juin 2001, dans lequel il admet que les Accords d'Oslo n'étaient qu'un cheval de Troie pour détruire Israël de l'intérieur.

La liste est plus longue et les faits ont confirmé qu'il ne s'agissait pas de simples déclarations. La raison pour laquelle le conflit est insoluble est que les Israéliens sont prêts à revenir au *statu quo ante* de 1967 alors que les Palestiniens veulent revenir au *statu quo ante* de 1947.

C'est ce que les auteurs de J-Call refusent d'admettre, et c'est pourquoi je les accuse de mauvaise foi.

Je comprends et partage leur frustration. Mais ce n'est pas parce que le *statu quo* est démographiquement intenable et moralement douteux qu'il existe une solution. Par ailleurs, il est naïf et absurde d'attendre des Palestiniens qu'ils nous aident à sortir du piège qu'ils nous ont eux-mêmes tendu. En effet, le cauchemar d'Israël est le rêve des Palestiniens : jouer la carte du temps et de la démographie. Donc ce n'est pas seulement que les auteurs de J-Call nient les véritables intentions des Palestiniens ; ils pensent en plus que les Palestiniens voudront bien mettre fin à une stratégie qui ne cesse de leur donner raison uniquement pour calmer les inquiétudes existentielles d'Israël.

La gauche antisioniste est plus logique et intellectuellement plus honnête que la gauche sioniste car elle admet le fait que, pour les Arabes, le « péché originel » n'est pas 1967 mais 1948. Au moins, la gauche antisioniste ne se ment pas à elle-

même. Faire « porter le chapeau » aux Juifs qui vivent au-delà des lignes d'armistice de 1949 est facile et malhonnête. Certes, la plupart d'entre eux s'opposent à la solution de deux États. Mais l'état de guerre sévissait entre Israël et les Palestiniens (entre 1949 et 1967) avant même que le premier Juif ne franchisse la « ligne verte. » Et si la présence de Juifs au-delà de cette ligne verte est la source du conflit, comment se fait-il que les Palestiniens aient redoublé leurs tirs de roquettes contre Israël après le retrait israélien de la Bande de Gaza en août 2005 ?

C'est parce que les auteurs de J-Call savent au fond d'eux-mêmes que leur théorie est fautive qu'ils font porter la responsabilité du conflit aux « colons » honnis. Comme l'avait expliqué Azmi Bishara dans son interview susmentionnée, la gauche sioniste se trompe si elle pense que le conflit sera résolu sur la base de 1967. Il ne le sera que sur la base de 1947 – d'où l'insistance des Palestiniens sur le soi-disant « droit au retour. »

Au lieu de renforcer l'unité du peuple juif et la solidarité nationale israélienne face à ce double constat, certains Israéliens vont solliciter l'aide de Bruxelles pour cautionner leur malhonnêteté intellectuelle. En tant que professeur d'Université et ancien ambassadeur, Barnavi a accès à tous les médias israéliens pour faire entendre sa voix. Il aurait pu se faire élire à la Knesset sans aucun problème. S'il croit à ses idées, pourquoi ne les défend-t-il pas la tête haute en Israël ? Parce qu'il sait que ses idées ont échoué et parce qu'il fait passer son statut social et intellectuel en Europe avant les intérêts de son pays.

Le raisonnement des auteurs de J-Call est sophiste : parce que le *statu quo* est intenable, disent-ils, il faut une solution. Mais intenable pour qui ? Uniquement pour Israël. Les Palestiniens, eux, veulent faire perdurer ce *statu quo* pour en arriver à la « solution sud-africaine. » Le fait que le *statu quo* soit intenable pour Israël ne signifie pas qu'il y ait une solution. Par ailleurs, la résolution pacifique du conflit (que j'estime impossible) n'est pas requise pour mettre fin à l'actuel *statu quo*.

Israël n'a pas besoin de l'accord des Palestiniens pour mettre fin au *statu quo*. Si c'est la menace démographique qui émeut les auteurs de J-Call, cette menace peut être désamorcée sans un accord de paix. De la même manière qu'Israël n'a pas eu besoin de l'accord des Palestiniens pour se séparer physiquement de la Bande de Gaza, Israël n'a pas besoin de l'accord des Palestiniens pour se séparer physiquement d'une majeure partie de la Judée-Samarie. Techniquement, Israël peut se retirer unilatéralement de la majeure partie de la Judée-Samarie et terminer la barrière de séparation. Ce ne sera pas la paix, mais la menace démographique aura été neutralisée. La Judée-Samarie se transformera sans aucun doute en une base terroriste comme la Bande de Gaza, mais Israël pourra faire

face à cette menace après avoir achevé son système de protection en cours. Israël cessera d'être l'otage des Palestiniens, qui font tout pour empêcher un accord de paix et pour gagner du temps. Le conflit ne sera pas résolu, mais il sera géré. Il n'y aura pas de solution, mais le *statu quo* sera vivable. Le *statu quo* sera semblable à celui qui prévaut à Chypre. Les Grecs et les Turcs de Chypre ne vivent pas en paix, mais ils vivent dans leurs propres souverainetés politiques et sont séparés par un mur. L'Union Européenne, en admettant Chypre en 2004, a prouvé qu'elle était prête à admettre ce statut quo. Le monde tolère les conflits insolubles, tant que ces conflits sont tolérables. Israël est la « success story » du vingtième siècle en dépit de son conflit centenaire avec les Palestiniens, et Israël continuera, au vingt-et-unième siècle, d'être un pays de prouesses et de succès en dépit de l'absence de paix avec les Palestiniens. Les Palestiniens, eux, continueront d'accuser les Juifs de tous leurs malheurs et de ceux du monde, mais leur pression démographique sera dirigée vers la Jordanie et l'Égypte. Idéologiquement et émotionnellement, cette politique (que j'estime inévitable) me fait horreur. Mais c'est par réalisme que j'ai fait mon travail de deuil. Et c'est par narcissisme que les auteurs de J-Call n'ont pas fait le leur.

Armand Laferrère

Industriel, membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire* et du conseil d'administration de l'association France-Israël.

Les raisons pour lesquelles j'ai signé l'appel « Raison garder » peuvent être lues dans cet appel lui-même et je ne reviendrai pas dessus. Le moment est venu, en revanche, d'analyser les raisons de l'échec de la pétition « Appel à la raison » auquel notre texte répondait.

Il est toujours troublant qu'un texte ainsi baptisé commence, dès les premiers paragraphes, par un *non sequitur* logique.

Le premier des quatre points de l'appel de JCall indique que l'avenir d'Israël « passe nécessairement par l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe *deux Peuples, deux États* ». C'est une position défendable et (comme le savent certainement les signataires de l'appel) très majoritaire en Israël même.

Les deux phrases suivantes, en revanche, ne font rigoureusement aucun sens. Les signataires proclament qu'« il y a urgence » et qu'Israël, s'il n'écoute pas leur commandement, « sera confronté à une alternative désastreuse : soit devenir un État où les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays ; soit mettre en place un régime qui déshonorerait Israël et le transformerait en une arène de guerre civile ».

D'où vient ce diagnostic ? L'occupation de territoires à majorité palestinienne dure depuis quarante-trois ans. Les signataires de l'appel – ou leurs grands-parents – auraient certainement, vu leurs motivations idéologiques, écrit rigoureusement la même chose chaque année depuis 1967.

Or, dans l'intervalle, Israël n'a perdu ni sa majorité juive (cela ne pourrait d'ailleurs devenir un risque que si les territoires avaient été annexés et non occupés) ni son caractère démocratique. En quoi la situation est-elle différente aujourd'hui ?

La vérité est que la seule urgence qui a conduit à la mise en place de JCall était celle du calendrier électoral américain. L'administration Obama voulait encore, il y a cinq ou six mois, forcer une paix rapide au Moyen-Orient pour assurer une victoire politique à son chef. Il en est résulté la création de JStreet aux Etats-Unis, suivie comme un écho de celle de JCall en Europe.

La seule et unique raison pour laquelle cette pétition, identique à tant d'autres, est sortie au printemps dernier était le besoin ressenti à Washington de créer un mouvement d'opinion occidental pour inciter le gouvernement Netanyahu à accorder les concessions qui permettraient à Obama de crier victoire.

Cela ne réduit en rien la sincérité des signataires de JCall. Mais s'il y a un temps pour tout – un temps pour la paix et un temps pour la guerre – le temps de la paix n'est pas celui qui convient aux intérêts des princes lointains. Il est celui où deux parties – un vaincu et un vainqueur – sont las de combattre. La pétition de JCall n'apporte pas de démonstration probante que nous en sommes là.

Et puis, lorsqu'on a été faux prophète pendant deux générations, n'est-on pas contraint au moins à un peu de modestie ? Depuis combien de temps la gauche européenne nous annonce-t-elle la fascisation imminente d'Israël ? Et depuis combien de temps, au milieu de ces cris d'orfraie, la société israélienne reste-t-elle plus libre de parole, plus tolérante de la diversité, plus respectueuse de la règle de droit, plus impertinente envers les pouvoirs établis, plus vibrante d'entreprise et de création artistique qu'aucun pays d'Europe ? Il ne vient donc jamais à l'idée de ces gens de confronter leurs idées à l'observation ?

Quant aux trois points suivants de la pétition de JCall, ils se réduisent à une seule et unique affirmation : « le monde extérieur doit faire pression sur les Israéliens pour qu'ils comprennent qu'ils ont eu tort de voter Netanyahu et qu'ils poussent

à des concessions territoriales ». Les signataires pensaient sans doute que leur texte aurait semblé un peu léger s'ils n'avaient attaché que deux paragraphes à leur pétition. En répétant trois fois le deuxième paragraphe, leur texte devient soudainement sérieux, pondéré et subtil.

La scène devait être plaisante. Des stratèges Démocrates de JStreet se réunissent à Washington et disent : « Netanyahu est un obstacle à la paix ! Nous devons lui rendre la vie insupportable en suscitant un grand mouvement d'opinion contre lui et pour une politique de concessions. J'ai une idée ! Appelons nos amis en Europe et faisons leur signer une pétition qui dira... euh... qui dira qu'il faut susciter un grand mouvement d'opinion contre lui et pour une politique de concessions ! ».

Beaucoup de ceux qui, comme moi, ont signé « Raison garder » pensent que vouloir faire pression sur un pays souverain est, en soi, un scandale. Je ne suis pas d'accord : des pressions sont exercées en permanence sur les Etats par diverses voies – chantages économiques et diplomatiques, appels aux opinions publiques etc. C'est le pain quotidien des relations internationales ; il n'y a pas de raison pour qu'Israël y fasse exception.

En revanche, il faudra que quelqu'un explique à ces fins stratèges que la manière la plus efficace de faire pression sur un Etat n'est pas de dire : « Attention, je vais faire pression sur vous ! Je vais appeler mes amis à faire la même chose ! Et si vous ne faites pas ce que je dis, attendez vous à d'autres pétitions dans les quarante-trois prochaines années ».

Dans une dernière ironie, l'échec final des signataires de JCall aura eu la même cause que leur apparition : la politique intérieure américaine.

L'administration Obama, aujourd'hui, écoute moins les idéologues de JStreet et davantage les analyses stratégiques de l'armée. La menace stratégique iranienne semble davantage prise au sérieux. Obama a renoncé à déstabiliser Netanyahu. En échange, Netanyahu a accepté un nouveau cycle de discussions, que les Palestiniens feront échouer au moment qui leur conviendra le mieux.

Dans cette nouvelle configuration, l'appel de JCall perd son utilité politique pour les Etats-Unis, et par là même toute valeur d'information. Il conserve, en revanche, toute sa qualité distrayante pour les amis raisonnés d'Israël.

René Arbel

Abbé, Genève.

Depuis longtemps j'ai développé des liens affectifs, culturels et spirituels riches de sens avec Israël, sa grande Tradition, son petit Etat. Ce qui ne m'empêche pas de garder une distance constructive envers les aspects politiques, mais c'est aussi ce qui m'incite à préciser continuellement mes convictions en fonction des événements et en m'informant à des sources autres que les médias conventionnels.

Comme l'ont à maintes reprises affirmé des voix officielles dans l'Eglise catholique romaine dont je suis prêtre, l'Etat d'Israël est pour moi la renaissance récente – sous forme de nation moderne – d'une réalité plurimillénaire qui n'a jamais cessé de perdurer : le peuple juif, si souvent attaqué sur sa terre au cours de son histoire, invraisemblablement méprisé et persécuté par les chrétiens pendant d'interminables périodes, alors qu'il est porteur d'un message unique sans lequel aucune Eglise n'existerait, et sans lequel les droits de l'homme issus de lui se videraient de toute substance. Cette tradition hébraïque est aussi à la base du record mondial d'édition, la Bible, traduite en toutes les langues de l'univers et génératrice de spiritualité et de civilisation.

Si en 1965, lors du Concile Vatican II, l'Eglise a enfin pu tourner la page de l'antisémitisme chrétien et a rouvert les yeux sur sa propre identité, les mentalités antijuives n'ont pas disparu pour autant, et un travail pédagogique reste à poursuivre pour tisser des liens vitaux entre chrétiens et juifs, frères d'alliance. En ces temps troublés, Israël devrait, en toute logique, trouver la majorité des chrétiens à ses côtés, ce qui n'est pas le cas, hélas.

Aujourd'hui cependant, l'antisémitisme musulman me semble encore plus redoutable pour Israël. Il est constitutif de la tradition coranique, et les revendications islamistes exprimées par la violence verbale ou physique s'y enracinent, sans qu'apparaisse le moindre espoir de changement, car la lettre du message d'Allah est immuable. Des réformateurs anciens et modernes de l'islam s'y sont cassé les dents.

Le mot PAIX n'ayant pas le même sens pour les uns et les autres, cela rend tout règlement durable quasi impossible là où la doctrine du djihad est sacralisée, tragédie confirmée par les faits historiques dans de multiples régions islamisées. Les zones de peuplement autrefois prospères en populations chrétiennes et juives sont aujourd'hui dominées par l'islam : la Turquie, l'Afrique du Nord, plusieurs pays d'Orient, une partie de l'Inde et d'autres régions asiatiques. Les

minarets ont depuis longtemps remplacé les coupoles des synagogues et les clochers des églises.

C'est pour tous ces motifs que le soi-disant « appel à la raison », cautionné par des intellectuels – dont des juifs médiatiques – m'apparaît comme suicidaire pour l'avenir d'Israël. La réponse adéquate de « Raison Garder » m'a immédiatement semblé juste dans son analyse et dans la perspective qu'elle propose. Son succès prouve que je ne suis pas le seul à le penser.

Précisément, dans son discours de Ratisbonne, le 12 septembre 2006, le pape Benoît XVI a insisté sur le rôle de la raison, dans les questions qui engagent la foi. Suite à sa dénonciation de tout lien automatique entre religion et violence, traditionnel en islam, une indignation générale soulevait les milieux musulmans qui n'avaient même pas lu ni compris l'ensemble de son propos.

Pour moi, « Raison garder » correspond parfaitement à ce bon usage de la raison pour maîtriser la violence, dans un débat difficile qui engage non seulement la survie d'un Etat menacé, Israël, mais aussi le lien du peuple juif à *Eretz Israel*, la terre qui, selon les Ecritures, lui a été confiée par Dieu pour toujours. Etant attaché à l'historicité du christianisme, je suis, de ce fait, sensible à la légitimité d'Israël dans son intégrité. Ce qui implique la sauvegarde, par l'Etat hébreu, des lieux saints bibliques, avec la préservation de son patrimoine, non pas au sens du grand Israël biblique dans toute son extension, mais d'un Israël au judaïsme vivant et ouvert. Ce qui garantit au christianisme le libre accès à ses sanctuaires, mais exige de l'islam qu'il ne fasse pas de son troisième lieu saint – autorisé démocratiquement – un emblème d'agitation permanente au sein du djihad global du XXI^e siècle.

C'est pourquoi, en prévision de provocations en chaîne, ma préférence va à une Jérusalem non divisée, démocratiquement gérée par l'Etat d'Israël, dont elle est naturellement la capitale, qui tienne intelligemment compte des religions présentes. Une Jérusalem non pas placée sous tutelle puisque souveraine, mais acceptant par souci de transparence le contrôle de représentants des Nations Unies, ceci afin d'éviter toute surenchère.

Quant à la création d'un « Etat palestinien », inédit en Judée et Samarie, la montée en puissance du Hamas et du Hezbollah pourrait aujourd'hui sérieusement relativiser le sens antérieur de cette formule médiatiquement consacrée, entre autres grâce aux milliards d'euros de subventions attribués par l'Union Européenne. Compte tenu de cette mainmise grandissante de l'islamisme, ne serait-il pas plus sage d'en revenir à l'association des Territoires à l'Etat quasi-palestinien de Jordanie, Gaza retournant sous l'administration de l'Egypte (également co-signataire du blocus tellement discuté) ?

Avec une marge de manœuvre aussi étroite, tout cela ne pourra prendre forme

qu'autour d'une authentique table des négociations, avec pour but la paix et la prospérité selon des synergies à définir dans le respect loyal des habitants de la région et des interférences ultrasensibles que l'on connaît. Une solution mettant fin à toutes les souffrances, tant palestiniennes qu'israéliennes doit absolument être trouvée. Toutefois, force est de reconnaître que les échecs répétés du passé ne rendent pas spécialement optimiste concernant l'émergence d'un accord concret, les mêmes causes reproduisant les mêmes effets. Et cela d'autant plus qu'Obama, dont les stratégies sont ambiguës, joue une carte politique personnelle dans ce processus.

Au prétexte de ses réactions défensives, évidemment susceptibles de critiques, Israël se retrouve quotidiennement diabolisé par des Occidentaux amnésiques, qui refusent de comprendre son histoire réelle et son dilemme.

Israël est ainsi diffamé par certains chrétiens qui ont transposé leur aversion anti-sémite sur le plan politique d'un imaginaire au symbolisme victimaire unilatéral; mais l'Etat hébreu est aussi honteusement dénigré par certains juifs acquis à la cause altermondialiste, alliée objective de puissantes mouvances d'islamisation.

Quoi qu'il en soit, au-delà de sa périlleuse confrontation actuelle (qui est aussi celle du monde libre avec des forces obscures), Israël vivra – je l'espère et je le crois – et perpétuera le message unique que recèle son aventure multimillénaire, pour le plus grand bien de toute l'humanité!

Mes articles publiés sur ce thème

« Un éditorial choquant » (suite à l'article du jésuite Longchamp : Israël a fait taire ma prière) UPJF, 1er août 2000.

« A propos du « Témoignage » de Mgr Cappuci », UPJF, 17 septembre 2002.

« Mur d'Israël ou mur de Berlin ? », UPJF, 29 octobre 2003.

« Discours du Yom Haatsmaout à Genève », UPJF, 25 avril 2007.

« La contribution historique des chrétiens à la renaissance d'Israël », UPJF, 28 avril 2009.

« La création d'Israël n'est pas qu'une compensation de la Shoah », DRZZ.info, 12 mai 2010.

« L'Etat d'Israël, figure biblique », DRZZ.info, 23 avril 2010.

« Israël, terre d'alliance, carrefour historique et théologique », DRZZ.info, 2 juin 2010.

« Négationnisme historique » DRZZ.info, 11 août 2010.

Eliahou Zini

Rabbin et professeur au Technion

(Haïfa).

M. Bernard Henry Lévy personne n'osera mettre en doute votre engagement aux côtés d'Israël. Vous l'avez marqué avec beaucoup de courage lors de la première guerre du Liban et vous n'y avez jamais dérogé à ma connaissance, et encore moins trahi cette fidélité... hormis ces derniers temps. Car voici que votre signature se joint à celle de nombreux personnages qui ne cessent d'asséner à Israël de véritables coups de sabre. Et voici que le brillant auteur de *La barbarie à visage humain* et de *Questions de principe* associe son nom à l'apôtre du maoïsme de 68, Daniel Cohn Bendit, dont le renom et l'action n'ont été que négation de tous les principes !

Et cela au nom de ce que vous avez osé appeler la « stupidité » de la décision concernant le bateau Marmara. Mais de quelle « stupidité » parlez-vous ? De celle d'un pays qui a obtenu envers et contre tout le monde – comme n'hésitait pas à le reconnaître Paul Claudel – son droit le plus élémentaire, celui à l'existence, mais uniquement à ce qu'il semble pour nombre de personnes, au prix de 6 millions de cadavres ? ! Le droit à l'existence dans un pays si minuscule qu'aucune carte géographique ne permet d'y inscrire son nom sans déborder au moins des deux-tiers sur la mer ou sur d'autres pays. Droit à l'existence qui lui est dénigré par tout le monde arabe et surtout musulman, celui dont les membres de l'IHH, ces fameux touristes paisibles armés jusqu'aux dents, décidés à servir de bombes vivantes, très vraisemblablement pour se défendre des moustiques de la jungle de la Méditerranée, dotés de couperets terribles, sûrement pour pouvoir tartiner sur une tranche de pain durant leur croisière, qui ont juré la perte d'Israël et appris à manipuler les médias occidentaux avec une maîtrise remarquable pour en faire un véhicule de leur haine implacable, tout en l'habillant de la toge blanche du plus pacifique bonze.

Et vous, M. Bernard Henry Lévy, tombez dans le panneau de cet extrémisme qui, au nom d'un monothéisme brandi à l'extrémité d'épées toujours sanglantes, prétend poursuivre et répandre l'enseignement d'Abraham, l'homme de justice et de générosité par excellence, expression de la foi inébranlable, qui n'a jamais laissé de place à la violence, si ce n'est pour sauver des vies ou défendre le droit et la justice. L'IHH se compte parmi eux, et vous vous sentez l'obligation de dresser un acte de « stupidité » contre Israël ! Malgré cela, j'avoue cette fois-ci partager entièrement votre jugement mais pour d'autres motifs. Israël a été effectivement stupide de ne pas comprendre que de tels assassins excellent à se

déguiser en agneaux au point de mettre en danger de mort ses meilleurs soldats au lieu de les armer jusqu'aux dents afin qu'ils puissent convenablement défendre non seulement l'intérêt de leur Etat mais aussi leur propre vie et la paix mondiale.

Dans votre appel de JCall vous conseillez en fait à Israël d'ajuster sa politique aux éventuelles réactions des médias et du monde. Quel long parcours avez-vous traversé depuis le *Testament de Dieu* lorsque vous déclariez alors exactement l'inverse : « L'apôtre est déjà ce que nous nommerions un militant : et l'Occident doit, peut-être, ainsi, à l'Eglise d'institution *cet idéal étrange qui veut que toute valeur dans ce monde tienne son crédit d'un repos en politique* » (p. 172). C'est exact, Israël n'aspire point au « repos en politique », et pour cause ! Il recherche le droit et la justice que le refus arabe et l'antisémitisme mondial lui refusent sous couvert de quête de la paix. Le rêve sioniste herzlien se restreignait en un Israël-asile. Mais le rêve historique du peuple d'Israël s'est toujours vu bien plus large, bien plus riche. C'est celui d'être un îlot à partir duquel un phare de justice, de droit, de vérité et surtout de foi inébranlable pourra balayer de sa lumière l'humanité entière, de façon à ce que *le mal* puisse être endigué, à condition de ne jamais lui céder.

Mais voici que vous, qui aviez par le passé fustigé cet Occident qui, ces dernières 50 années, a en permanence démissionné de toutes ses valeurs au profit d'une tranquillité politique au service d'un hédonisme effréné, pour finir par cautionner aujourd'hui la violence et les pires crimes, vous vous en faites le héraut ! Cette attitude, typique du postmodernisme, se refusant à porter un jugement de valeur, est indéniablement le signe d'une démission. Permettez-moi donc de vous convier à réexaminer votre jugement sur l'affaire Marmara. Vous affirmez que l'on peut comprendre la réaction d'Israël mais qu'elle est « inadéquate », donc stupide. M. Bernard Henry Lévy, après 2010 ans de souffrances, de martyres, et de sacrifices incommensurables, ne nous ramenez pas à la Via Dolorosa. Le peuple juif a fini par comprendre qu'un monde meilleur ne se crée pas ou ne s'ouvre pas en endossant le mal, mais dans un combat, incessant s'il le faut, déterminé à l'endiguer et même à l'éliminer par tous les moyens justifiés. Vous nous conviez indirectement à traiter avec un gant de velours les terroristes, mais si déjà vous avez eu le bon goût, dans votre article de défense d'Israël, de rappeler Levinas, nous vous emboîterons le pas en le citant dans son article sur Simone Weil : « Aimer son prochain cela peut vouloir dire entrevoir déjà sa misère et sa pourriture, mais cela peut aussi vouloir dire voir son *visage*, sa maîtrise par rapport à nous, sa dignité d'associé de Dieu ayant des droits sur nous. L'amour surnaturel de Dieu dans le christianisme de Simone Weil, s'il va au-delà de la compassion pour le malheur de la créature *ne peut signifier que*

l'amour du mal lui-même. Dieu a aimé le mal, c'est peut-être là – nous le disons avec infiniment de respect – la plus frissonnante vision de ce christianisme et toute la métaphysique de la Passion. Mais à notre respect se mêle beaucoup d'effroi. Notre voie est ailleurs. »

Effectivement notre voie est ailleurs. Le vrai Israël est celui d'Entebbé se refusant à céder au mal et à ses crimes, et non celui d'Oslo qui n'était qu'une cessation de droits, de territoires, une démission de valeurs, la destruction d'un rêve millénaire au profit d'une chimère, version laïcisée d'une aspiration paulinienne à un monde sans combats, sans conflits, donc sans valeurs pour lesquelles il vaille la peine de se battre. Oslo n'était donc que l'expression d'un effacement total de l'identité juive historique au profit d'une assimilation dans un magma à aspiration globalisante, en d'autres termes, une façon de rayer Israël de la carte et de l'Histoire, fruit tout à fait mûr, tombé de la philosophie de l'histoire de Hegel niant la spécificité et la particularité de ce peuple singulier. Dans la conception d'Oslo, la défense d'Israël se réduit donc à son effacement, à sa disparition identitaire. Brillant paradigme !

Quant à l'hostilité des médias, de la communauté européenne et internationale, croyez-moi, elles restent sans signification pour nous si on la compare à leur politique au Moyen-Orient et a fortiori si l'on se souvient des inquisitions, des pogroms et des camps de concentration. Malgré la violence permanente contre lui depuis un siècle, Israël a réussi à continuer son chemin et à l'emporter dans toutes les batailles qu'on lui impose. Nous n'entendons pas préconiser ici une attitude faisant abstraction de ce tintamarre assourdissant, qui a réussi à intoxiquer une humanité entière et à en perturber toutes les valeurs, mais lui opposer le contre-chant de la cause juste d'Israël. Vous l'auteur du *Testament de Dieu* je crains fort que vous n'ayez pas pris la juste mesure du conflit israélo-arabe. Vous y voyez un conflit géopolitique, en d'autres termes, vous portez un regard occidental sur un univers différent. Le conflit moyen-oriental est un conflit uniquement théologique et religieux. La forme géopolitique qu'il a épousée n'est qu'une couverture qui utilise les artifices des stratégies de la politique occidentale. Ce conflit rend au passage la monnaie de la pièce au monde occidental qui ne cesse de se servir de ce conflit religieux pour imposer ses conceptions matérialistes et hédonistes à l'humanité entière. Orient et Occident s'y affrontent, l'un au nom d'un matérialisme excessif et l'autre au nom d'une conception religieuse du monde, et évidemment les deux adversaires tombent d'accord pour présenter la facture au peuple juif dans son intégralité, Israël et Diaspora ensemble. Vous êtes tombé dans ce piège M. Bernard Henry Lévy, sous le coup d'un aveuglement peu compréhensible de la part d'une personne aussi profonde dans ses analyses et sensible aux nuances que vous. Vous

avez littéralement scotomisé l'aspect essentiel, la dimension principale du conflit, à savoir la dimension religieuse.

Vous louez ces accords d'Oslo et vous y voyez un succès remarquable. En tant que rabbin je me permettrai donc de vous raconter une petite anecdote : un chasseur d'ours avait surpris un ours, grand et à la fourrure remarquable, à l'entrée de sa caverne. Il s'apprêtait à tirer sur lui afin de s'emparer de cette si belle peau, lorsque l'ours prit les devants en s'exprimant de la façon suivante : « M. le chasseur, pourquoi voulez-vous me tirer dessus ? Vous désirez ma fourrure ? Mais moi de mon côté je m'apprêtais à me servir de vous pour mon repas. Je vous propose donc avant que la moindre décision ne soit prise de quelque côté que ce soit, que nous nous asseyons à une table de pourparlers et que nous décidions de la meilleure solution de notre conflit ». Et voici que le chasseur et l'ours acceptent de s'asseoir autour d'une même table dans la caverne de M. L'ours. Après quelques instants, l'ours, ventre bien arrondi, ressort de sa caverne déclarant pompeusement que le conflit avait été résolu à la satisfaction de tous les intéressés. Et s'expliquant, il déclare : "je voulais pour ma part avaler ce chasseur, c'est ce que j'ai fait, il voulait pour sa part se couvrir de ma peau, c'est ce qu'il a obtenu!". Est-ce à cela que vous nous conviez ? Le monde arabe n'ayant pu effacer de la carte par la force militaire le pays d'Israël, lors de sa création, a tout simplement changé de tactique. Il a proposé à ce petit pays des pourparlers autour d'une table ronde. La seule différence avec l'anecdote de l'ours, est que ce dernier avait avalé son interlocuteur en un seul repas, alors que le monde arabe, conscient de la taille pantagruélique de son interlocuteur, a été obligé de répartir les diverses tranches de sa victime en plusieurs repas : la première à Camp David, ensuite à Oslo, ensuite à Wye-Plantation, puis l'expulsion des Juifs de Gaza. A ce qu'il semble, les mets sont si abondants, si bien accompagnés par des maîtres d'hôtels, aussi brillants que la plupart des intellectuels occidentaux (et cette fois-ci vous en faites malheureusement partie), que le monde arabe serai bien « stupide » de vouloir abandonner si bonne chair. Quant aux trois arguments par lesquels vous justifiez le parrainage de votre pétition de JCall j'en reste tout simplement époustoufflé. Vous les appelez des raisons de fond. Ce fond doit être vraisemblablement très profond, à la limite du mystique, puisqu'aucun argument rationnel n'arrive à y déceler la moindre justification.

Le premier argument : le « miracle que constitue la vitalité d'une démocratie israélienne » autrement dit : la division ne fait que renforcer les démocraties. A mes moments perdus, et quelques fois même plus que cela, je suis mathématicien. Je n'arrive pas à trouver la moindre logique dans cet argument prétendant justifier votre position concernant la politique israélienne. Les désaccords

qu'une démocratie permet ne sont jamais un objectif en soi, ils sont tout simplement un pis-aller qu'on peut *a posteriori* utiliser, et ceci à condition expresse que l'objectif de tous les interlocuteurs soit identique et que la division ne concerne que la façon d'atteindre l'objectif commun. Or, ici, vous dénigrez au peuple juif résidant en Israël et à sa direction politique le droit de refuser de céder une partie de sa Terre ancestrale. Il serait temps de préciser et de rappeler que le prétendu « peuple palestinien » est une création *ex nihilo*.

Le deuxième argument : vous procédez à une distinction entre la « légitimité d'Israël » et « le gouvernement dont il se dote ». Est-ce que vous prenez véritablement conscience du tragique et du scabreux de votre déclaration, de votre « distinction » ? Vous transformez un gouvernement d'une démocratie remarquable, que vous mettez en exergue dans votre premier argument, en un véritable gang dirigeant cette démocratie en dehors de la règle de droit ? En déniaut au gouvernement d'Israël sa légitimité de représentant du peuple, vous vous enfermez dans une contradiction car vous considérez aussi ce pays comme une démocratie. Cela signifie en effet que son gouvernement est illégitime ou pour le moins ne représente pas le peuple. Écrivains et philosophes n'ont pas toujours été les meilleurs logiciens de l'histoire, mais vous rendez-vous compte du sceau d'illégitimité que vous posez sur un gouvernement choisi par le peuple ?

Le troisième argument : il est tout entier les déclarations récurrentes du Hamas et du Hezbollah refusant à tout jamais n'importe quel processus de compromis et de pourparlers. Trivial ! Mais tel est le scandale. Vous en tirez une conclusion qui propose que puisqu'il n'y a rien à tirer d'eux, il faut tout tirer du côté d'Israël. Prenez-vous la juste mesure de cette injustice, de cette iniquité que vous préconisez ? Un conflit entre un membre de la mafia et un citoyen parfaitement intègre n'aurait donc d'autre solution à vos yeux que celle d'imposer au citoyen intègre de céder sur tout ce qui lui revient de droit pour satisfaire l'appétit insatiable du brigand ? Est-ce ainsi que vous entendez gérer la justice mondiale ? Prenez-vous conscience que vous entérinez le mal ? Que vous lui donnez toute votre caution ? Vous demandez à la victime de monter de bon gré à la potence, ou dans le meilleur des cas, à sacrifier ses membres inférieurs pour ne pas être exécutée par les maffieux. Est-ce cela que vous proposez à l'humanité comme morale ? Votre argument est la pire des démissions éthiques que l'histoire humaine ait connu, elle est le comble de l'abdication occidentale.

On m'a demandé de justifier mon soutien à la pétition « Raison Garder » dont l'objectif était de contrebalancer votre pétition de JCall – « Garder la raison ». Ma justification sera très simple, sûrement douloureuse et pénible pour vous : j'ai tout simplement pris conscience que vous l'aviez perdue, cette « Raison ».

Ewa Grynglas

Genève.

Recevez toutes mes félicitations et sincères

encouragements pour votre précieuse initiative, qui

est essentielle à la revalorisation de l'image d'Israël et même à sa survie tout court. Je me permets de vous soumettre ici quelques réflexions inspirées de mes observations quotidiennes. Ces derniers jours Israël a été carrément lynché dans les médias genevois après sa réponse à la provocation sur la mer. L'incitation médiatique à la haine d'Israël est palpable et fait penser à la propagande des années trente en Allemagne. On vise à délégitimer l'Etat d'Israël et à déshumaniser les Juifs. On connaît la suite... Il est vital de travailler sur la communication internationale au niveau diplomatique et médiatique et d'influencer l'opinion publique en montrant la vraie version des faits et la nature des enjeux engagés dans ce pays, qui représente le bastion de la démocratie occidentale au Moyen Orient.

Les Européens, endormis par le confort de vie et abrutis par les discours angélisants de la gauche ont perdu la raison et l'instinct identitaire. Pour d'autres, la haine d'Israël sert commodément à évacuer leurs frustrations économiques, nationales ou personnelles. Et même les gens de bonne volonté, manipulés par les médias, ne semblent pas être conscients qu'Israël constitue la première barrière aux ambitions islamo-arabes qui visent tout l'Occident, et que son affaiblissement ou disparition menacent directement les démocraties européennes qui se trouvent en deuxième ligne de mire. Les ambitions de l'Iran ne s'arrêteront pas à la destruction d'Israël mais viseront le monde chrétien et occidental.

Il est essentiel que les gens ici prennent conscience de ce danger commun. Malheureusement, Israël ne fait pas suffisamment d'efforts de communication et s'emmure dans le silence qui est ressenti en Occident comme de l'arrogance, alors qu'il découle d'un amer sentiment de solitude. Il faudrait qu'Israël et ses vrais amis dans la Diaspora prennent conscience que la lutte médiatique est aussi efficace que la lutte armée, qu'elle a une portée beaucoup plus grande et donne des résultats beaucoup plus durables, sans coût humain. Israël ne pourra pas le faire sans l'aide de la Diaspora – les gens qui ont à la fois la sensibilité juive-israélienne et la connaissance de la mentalité européenne. Dans les efforts médiatiques il faudrait présenter Israël sous ses nombreux aspects positifs, factuellement, en insistant sur les valeurs communes qui les lient avec l'Occident, comme par exemple :

Paroles de signataires

- Ses valeurs démocratiques (droits de la femme et la protection de l'enfant, système politique, médical, éducatif, juridique, tolérance religieuse, etc)
 - Sa gestion réussie du brassage ethnique et ses succès dans l'intégration des vagues successives d'immigrations diverses (sujet très porteur et d'actualité pour l'Europe, qui est confrontée à la même problématique).
 - Ses succès sur le plan environnemental et écologique – préservation de la nature, gestion de l'eau, développement des énergies propres etc.
 - Ses aides humanitaires, notamment à Haïti, et ses expertises de négociation (notamment avec les Farc pour libérer Mme. Betancourt – sujet très porteur en France)
 - Ses acquis technologiques dont nous bénéficions tous : par exemple l'informatique, la médecine, les voitures écologiques etc.
 - Son niveau d'éducation des jeunes, la qualité de ses universités et de sa vie culturelle, artistes, écrivains, musiciens...
 - Sa protection exemplaire des sanctuaires chrétiens à Jérusalem et aux abords du lac de Galilée. Il faudrait s'imaginer l'état de ces sanctuaires s'ils étaient en terres d'islam...
 - Sa tolérance des minorités (Chrétiens, Arméniens, Orthodoxes, gays et autres...) et son ouverture vers l'extérieur... Il faudrait inciter les Européens à visiter ce pays pour se rendre compte par eux-mêmes de la réalité de la vie, et par la même discréditer les médias.
 - Enfin, présenter la situation confortable des Arabes israéliens, leur niveau de vie et leur accès aux écoles, aux soins médicaux, aux postes de travail et dans la politique.
 - Présenter également l'ampleur de l'aide occidentale envoyée à Gaza : combien elle coûte au contribuable occidental et comment elle est utilisée à des fins militaires et de propagande guerrière. A Gaza personne ne meurt de faim, contrairement à l'Afrique noire... Il faut arrêter le mythe des Palestiniens affamés, victimes d'Israël, alors qu'ils sont victimes du Hamas et de leur propre obscurantisme.
- Vaste travail, mais indispensable, et autant Israël que la Diaspora n'ont pas d'autre choix que de l'entreprendre au plus vite... pour préserver nos enfants du destin de nos parents.

EN FRANCE

Guy Millières

Guy Millières, économiste, géopolitologue, maître de conférences à Paris VIII, ancien Président de l'Institut Turgot, membre du comité directeur de l'association France-Israël, est l'auteur de nombreux livres, dont *Ce que veut Bush, Qui a peur de l'islam, La septième dimension* et *La résistible ascension de Barack Obama*.

Une guerre se trouve menée contre Israël depuis sa (re)fondation. Cette guerre a même, en y regardant bien, commencé beaucoup plus tôt. Elle était là, déjà, lorsque le Royaume-Uni a amputé le territoire du Mandat palestinien qui lui avait été confié aux fins d'y « reconstituer un foyer national juif » de quatre-vingt pour cent aux fins de créer l'émirat de Transjordanie, attribué au fils du Chérif Hussein en « prix de consolation » après l'installation de la famille Saoud au pouvoir en Arabie. Elle s'est poursuivie lorsque les autorités britanniques ont freiné l'émigration juive sur les terres restantes tout en encourageant, en parallèle, l'arrivée de populations arabes, et lorsque la position de mufti de Jérusalem a été attribuée à Amin Al Husseini, antisémite fanatique, organi-

sateur de pogroms, puis chantre de la « solution finale » sous le Troisième Reich en Allemagne. Elle s'est continuée après la Seconde Guerre Mondiale lorsque, suite à la décision de partage des terres restantes entre un Etat juif et un Etat arabe, les pays arabes de la région sont, dès la proclamation de l'indépendance d'Israël, entrés en guerre aux fins de détruire l'Etat juif nouveau né. Elle s'est prolongée lorsque les populations arabes qui ont quitté l'Etat d'Israël au moment de la guerre ont été installées dans des camps qui en ont fait des réfugiés sans équivalents sur la surface de la terre, puisqu'un office particulier des Nations Unies a été créé spécialement pour eux (l'UNWRA), puisqu'il a suffi pour devenir réfugié de prouver deux années de résidence sur la terre d'Israël, et puisque le statut de réfugié s'est ensuite transmis de génération en génération. Elle a trouvé sa continuation dans la création d'un mouvement de libération de la Palestine en 1964 et dans le glissement, après la guerre de 1967, d'une guerre arabe pour la destruction d'Israël à une lutte de « libération nationale » menée au nom d'un « peuple palestinien » dont nul n'avait parlé jusque là. Elle s'est accentuée lorsque des glissements sémantiques se sont effectués et que les réfugiés sont devenus le

« peuple palestinien », et lorsque des territoires occupés arbitrairement par l'Égypte et la Jordanie entre 1948-1949 et 1967 sont devenus graduellement non plus des « territoires disputés », mais des « territoires occupés » par Israël, puis, au fil du temps, des « territoires palestiniens occupés ».

Elle a connu un point provisoirement culminant lors des accords d'Oslo par lesquels s'est enclenché un « processus de paix » qui n'était, en fait, que la continuation pour les ennemis d'Israël, de la guerre par d'autres moyens. Israël a reconnu alors l'existence d'un peuple palestinien et de l'OLP comme « représentant » de ce peuple. Les pays européens et les États-Unis avaient déjà enclenché le processus menant à cette même reconnaissance. Un travail de propagande s'effectuait en parallèle auprès des opinions publiques de façon à disséminer une vision falsifiée de l'histoire, à faire passer Israël pour l'opresseur et le « peuple palestinien » pour l'opprimé à qui on refuserait le droit de « disposer de lui-même » sur « ses terres ». Ce travail de propagande a très bien fonctionné.

Au cours des dernières années, Israël, présenté comme l'opresseur, a été placé sur la défensive et mis systématiquement dans son tort : quand des attentats sordides avaient lieu, Israël, disait-on, devait « continuer à négocier comme s'il n'y avait pas d'attentats », et chaque geste défensif d'Israël était présenté comme une « agression ». Quand Israël faisait des concessions, celles-ci étaient toujours « insuffisantes » puisque la partie adverse, l'opprimé, n'était pas satisfait. Quand Israël ne faisait pas de concessions, Israël se voyait montré du doigt et vivement dénoncé comme la partie excessivement « intransigente ».

Lorsqu'Israël a quitté la zone de sécurité que l'armée israélienne gardait au Liban du Sud depuis 1982, cela a été présenté comme la moindre des choses : comme si aucune attaque anti-israélienne n'avait eu lieu depuis cette région. Et quand, après avoir été agressé par le Hezbollah qui s'est installé dans la zone de sécurité abandonnée par Israël, l'armée israélienne a dû mener une guerre défensive contre celui-ci, Israël a été férocelement critiqué. Lorsqu'Israël a quitté Gaza en 2005, cela a été présenté à nouveau comme la moindre des choses, et quand, après de multiples agressions par le Hamas, Israël a riposté en janvier 2009, les critiques contre Israël ont été plus féroces encore. Lorsqu'Israël a construit une barrière de sécurité destinée à empêcher les actes terroristes qui a effectivement fait presque disparaître ceux-ci, on a accusé Israël d'avoir mis en place un « mur d'apartheid » : comme si l'intention de base était une discrimination ethnique et non une mesure antiterroriste.

Quand des villages israéliens sont construits en Cisjordanie, ils sont « qualifiés » de colonies, et la légitimité d'une présence juive en Cisjordanie se trouve remise en question, comme si un « territoire palestinien » devait être ethniquement pur de toute présence juive, et être *judenrein*, et c'est Israël, où existent et vivent

un million d'Arabes israélien, qui se voit traiter d'« Etat raciste ». Jamais un mot n'est dit par quiconque concernant la propagande anti-israélienne et antisémite déversée quotidiennement par la télévision palestinienne.

Un nouveau point culminant s'est trouvé atteint depuis quelques mois. Des campagnes de boycott des produits israéliens dites BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) ont été lancées dans tous les pays occidentaux et ont débouché sur des interventions de commandos extrémistes chez divers commerçants. Des listes d'entreprises investissant en Israël circulent sur le net incitant les consommateurs à « agir » pour que ces entreprises « changent d'attitude ». Des actions de « boycott académique » demandant que les universités occidentales renoncent à toute coopération avec les universités israéliennes. Des attaques en justice contre Israël et des personnalités politiques israéliennes sont mises en œuvre par diverses organisations dans divers pays d'Europe. Des actions « anti-blocus » sont organisées visant non pas à permettre l'approvisionnement de la bande de Gaza, qui n'a jamais été interrompu, mais à permettre au Hamas de se réarmer librement, et se trouvent accompagnées de discours dénonçant le traitement qu'Israël ferait subir aux habitants de Gaza sans que le comportement criminel du Hamas soit jamais mis en cause. Avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche, l'administration la plus anti-israélienne depuis 1948 s'est mise en place à Washington, et aux pressions incessantes des pays européens contre Israël, s'ajoutent désormais les pressions américaines.

C'est dans ce contexte qu'un lobby s'est créé Etats-Unis qui s'est présenté comme l'incarnation de la gauche pro-israélienne, mais dont les positions réelles semblent davantage proches de l'extrême-gauche antisioniste. Ce lobby, J Street, défend le dialogue avec l'Iran comme si ses membres n'entendaient pas les proclamations négationnistes d'Ahmadinejad. Il défend le « processus de paix », comme si le Hamas lui-même ne niait pas le droit à l'existence d'Israël et ne prônait pas essentiellement la « lutte armée ». Il reprend les exigences de l'Autorité Palestinienne à la lettre, comme si Mahmoud Abbas et son entourage ne tenaient pas eux-mêmes des discours régulièrement favorables au terrorisme et ne refusait pas de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif. Il focalise ses critiques en direction du gouvernement israélien, accusé par lui en des termes proches de ceux qu'on trouve dans la presse arabe.

Ce mouvement semble avoir fortement inspiré les auteurs de l'appel nommé J Call, dont la presse française la plus anti-israélienne s'est fait immédiatement l'écho. Et en lisant l'appel de J Call, j'ai eu la nette sensation de lire une version française de l'une des proclamations de l'étrange lobby « pro-israélien » américain J Street. Non seulement je n'ai pu signer J Call, mais j'ai considéré qu'il était de mon devoir de dénoncer ce texte. J'y vois en effet un outil dans la guerre qui conti-

nue à se mener contre Israël, et un instrument sournois au service de la délégitimation et de la stigmatisation de l'Etat du peuple juif telle qu'elle se mène actuellement.

Les rédacteurs de J Call semblent totalement ignorer la longue guerre menée depuis des décennies contre Israël. Ils semblent ignorer ce qu'ont été et ce que sont encore les objectifs du monde arabe concernant Israël. Ils semblent ignorer ce que sont les positions exactes de l'Autorité Palestinienne et du Hamas. Ils s'en prennent au gouvernement israélien, qui semble à leurs yeux responsable de tous les maux et de tous les blocages, et ils s'en prennent, ce faisant, aux décisions démocratiques du peuple israélien. Ils prétendent, avec une arrogance extrême, incarner les positions des juifs européens éclairés, représenter des conceptions lucides face à des positions bornées, et avoir, depuis là, légitimité pour faire pression sur le gouvernement israélien.

Le texte de J Call cautionne une version falsifiée de l'histoire, édulcore la réalité des menaces qui pèsent sur Israël, remet gravement en cause la démocratie israélienne et le droit du peuple israélien de décider lui-même de ce qui relève de la sécurité du pays. Tout en se prétendant guidé par l'« amitié » envers Israël, il vient conforter la position des organisations palestiniennes, mais aussi celle des gouvernements européens et du gouvernement américain, qui demandent à Israël des concessions que tous les partis de gouvernement israéliens considèrent comme susceptibles de compromettre gravement la survie d'Israël.

Malgré la promotion énorme dont il a bénéficié, J Call a été un échec. La mobilisation mise en place par les auteurs de Raison garder a joué, en cela, un rôle crucial, et c'est pour cela que j'ai signé et soutenu Raison garder.

Il faut, à mes yeux, poursuivre dans la voie ouverte par Raison garder, et non seulement adopter une position défensive face à la guerre menée contre Israël, mais une position résolument offensive. Celle-ci implique de dénoncer les campagnes anti-israéliennes, de rappeler ce que sont les organisations palestiniennes en plaçant celles-ci face à leurs discours et à leurs actes, d'expliquer sans circonlocutions ce qu'est la situation réelle d'Israël et ce qu'est réellement Israël. Elle implique de ne pas oublier l'histoire, de ne plus accepter aucune falsification et aucune distorsion de vocabulaire. Elle implique, enfin, ce qui devrait aller de soi : la nécessité impérative de rappeler que le soutien à une démocratie menacée par des organisations terroristes et totalitaires consiste à soutenir le gouvernement de cette démocratie, qui est le reflet des aspirations de son peuple, et non à prétendre se substituer à ce gouvernement, à le dénigrer dans des termes hostiles et condescendants et à prétendre mieux savoir depuis le confort de bureaux parisiens ce que sont les impératifs vitaux de sécurité de la démocratie en question.

Albert Bensoussan

Professeur des Universités, écrivain.

J'aurais préféré qualifier mon ralliement au texte « Raison garder » de « Maison garder », car si Israël est bien, désormais, ma raison d'être, c'est aussi ma maison, avec ce même sens aussi fort qu'a su donner le cinéaste Steven Spielberg à sa créature – son Golem – *E.T.*, lorsque l'androïde malade et à court d'oxygène, échoué sur la plage à des années-lumière de sa planète, ne sait que balbutier « maison ». Je crois, en effet, que faire son alya, ou même seulement se rendre périodiquement en Israël, c'est rentrer à la maison. Quand je vais à Netanya, par exemple, ce que je fais deux à trois fois par an (au point, d'ailleurs, que mes amis me disent qu'il serait plus simple pour moi de solliciter un passeport au ministère de l'Intérieur israélien), je retrouve ma sœur, mes cousins germains, mes petits cousins, mes amis d'enfance, et tous ceux qui peu à peu deviennent mes nouveaux *haverim*. Et je sens profondément que je suis alors chez moi. Je vais faire Chabbat à la synagogue des Rabbanim algérois, rehov Herzl, à Netanya, et là, j'entends les airs et les prières qui ont bercé mon enfance et ma jeunesse, je me retrouve pleinement chez moi. Et si l'on s'étonne et me demande – à moi qui ai tant écrit sur l'Algérie, et surtout l'Algérie juive – pourquoi je ne retourne plus à Alger, je réponds que je n'y retrouve plus et n'y ai définitivement plus ma géographie humaine, comme je l'ai constaté dans ce seul séjour que j'ai fait, vingt ans après l'Indépendance, en 1982, envoyé par Jacques Lazarus et *Information Juive* pour enquêter sur l'état de notre cimetière (à Saint-Eugène, devenu Bologhine) : un séjour calamiteux où tous les murs, les rues, toutes les pierres étaient comme décolorés, délavés, ou disons dépeuplés. Non, rien ne m'y retenait, rien ne m'y retient plus, et c'est quand je suis en Israël que je retrouve mon atmosphère algérienne. Tiens, je vais prier à la synagogue libyenne de Netanya, et je me revois dans le Sud algérien, à Djelfa, entouré de tous ces hommes aux yeux enfoncés et au regard de feu. Tiens, je traverse tel Shouk en Israël, et je retrouve les effluves du marché Randon ou de la rue de la Lyre à Alger, avec cette forte odeur d'épices qui me fait encore éternuer, bien plus que lorsque je dégravis la casbah d'Alger en total dépaysement, étranger à mon propre pays natal. Et moi qui me suis tant pâmé du boulevard Front-de-mer, dominant la darse algéroise, me voilà parcourant la Tayelet de Netanya en m'émerveillant, face à l'immensité bleue. Je suis ici chez moi. Mon Algérie s'est déplacée là, en Israël, qui a de tout temps été une terre juive (dans ma jeunesse, on désignait d'ailleurs les Juifs comme des Palestiniens,

et les murs de la haine se couvraient de cette inscription : « Les Juifs en Palestine ! ») tout comme la guerre d'Algérie m'a déplacé, au même titre que les Juifs des pays arabes ont été déplacés au moment des guerres d'Indépendance. Le nationalisme est la chose au monde la mieux partagée, et j'enrage de voir qu'on l'admet pour tous les peuples, mais qu'on le refuse à certains, qui ont le tort d'être minoritaires. Le mot le plus pernicieux, dernier en date d'une propagande d'exclusion, est « délégitimisation » ; né des officines palestiniennes, le voilà partagé ou encouragé dans maintes cours européennes.

Et si j'ai signé cet appel à la raison, c'est que, en premier lieu, n'étant pas israélien, je ne me sentais pas autorisé à jouer les donneurs de conseil. Dans ma propre existence, rendue douloureuse par la maladie de mes proches, je ne cesse de m'irriter contre tous les donneurs de conseils, si nombreux : et tu devrais faire ci, et il faudrait faire ça, m'accablant et m'empêchant, en fait, de respirer : mais comme on dit dans cette France si chère à mon cœur et à mon esprit, « meunier est maître chez soi ». La seconde raison, c'est qu'à regarder les choses de l'autre rive, puisque nous vivons bien en face d'Israël, sur la cuvette méditerranéenne, l'expérience a montré que toute concession territoriale, peut-être inconsidérée car effectuée sans l'accord des deux parties, n'a pas apaisé la région, aboutissant au contraire à une radicalisation belliqueuse : Israël retire-t-il ses troupes du Liban Sud ? Le terrorisme s'installe à sa frontière nord et menace de plus belle. Israël se dégage-t-il unilatéralement de Gaza ? Aussitôt après, les roquettes et les Kassam pleuvent sur son territoire. Bien sûr, je suis conscient qu'il n'y aura pas de paix sans concessions, et de tout ordre, même territorial, mais je me dis que pour faire la paix, il faut d'abord discuter face et face et obtenir de sérieuses garanties, ce qui pour l'heure ne se profile nullement à l'horizon. La seule garantie – et elle est de poids – qu'offre Israël, c'est l'aspiration quasi unanime de son peuple à vivre en paix et en harmonie avec ceux qui l'entourent à ses frontières ; cela faisait d'ailleurs partie du discours de Ben Gourion lors de l'Indépendance, si émouvant, si généreux, et qui n'obtint d'autre réponse qu'une mobilisation hargneuse et insensée de ses voisins. Le chemin de la paix passe par la confiance et les gestes de confiance. Ce *hessed* – cette grâce, cette piété, cette bienveillance – emblématique de notre patriarche commun, Abraham. Or la propagande actuelle, dans laquelle je reconnais que les Palestiniens sont passés maîtres, n'est faite que de rejet et d'éducation de la haine. Moi, je n'ai pas de haine pour les Arabes, que je considère comme, sinon des frères, disons des cousins germains. Comme Antigone, je ne suis pas né pour partager la haine, mais l'amour. Mon plus grand souhait se nourrit de cette embrassade finale, qui a longtemps peuplé mes rêves (oui, j'ai rêvé naguère de ce vieil homme en keffieh et mal rasé qui venait vers moi, et l'on tombait dans

les bras l'un de l'autre en pleurant : c'était Yasser Arafat). Cette accolade, cet embrassement (qui, par un heureux effacement linguistique, remplacera l'embrassement), adviendra, non pas *Bezrat Achem* ou *Inch'Allah*, comme on le dit de part et d'autre inconsidérément – et sottement parce que la paix est l'affaire des hommes, et non de Dieu –, mais par la volonté réciproque d'en finir et de réaliser enfin la parole prophétique d'Itzhak Rabin : *No more blood !*

Toute route doit avoir une issue, même l'impasse, pour peu qu'on bouscule un peu les murs – et je dis bien les murs, et non le « Mur » dont on nous dit qu'il devrait nous faire honte (en oubliant tous les murs dressés de par le monde, celui de l'Égypte face à Gaza, celui des États-Unis face au Mexique et c'est le plus grand mur moderne, celui de bien d'autres pays qui veulent se protéger comme ils le peuvent, et comme le fit la Chine millénaire avec sa Muraille de plus de six mille kilomètres). Les Palestiniens ont bâti un mur de haine qui entoure, qui encercle Israël. Comment reprocher à ce petit territoire, victime d'un **blocus de la paix** depuis soixante ans et plus, de ne s'obséder que de sécurité et de garantie de survie ? Alors décidément non, je ne voulais pas rejoindre les rangs des donneurs de leçons, drapés dans le confort de l'intellectuel avisé – celui-là même qui prétendait porter les valises du FLN en feignant de croire à une révolution humaniste et démocratique...

C'est pourquoi j'ai souscrit au texte de Raison Garder, tout en disant bien haut aujourd'hui qu'il faut Maison Garder.

Armand Abécassis

Professeur émérite de philosophie

à l'Université de Bordeaux III.

Né au Sinaï, le peuple d'Israël y a découvert le secret de sa pérennité. Ce n'est pas parce qu'il est le plus fort, même si on l'y oblige et qu'il doit défendre son existence menacée ; ce n'est pas parce qu'il est le plus intelligent parce que l'intelligence appartient à tout peuple de bonne volonté ; ce n'est pas parce qu'il dispose de moyens économiques imposants, bien au contraire, la richesse matérielle a été laissée aux autres peuples selon la Torah. Dieu lui a choisi une terre où coulent le lait et le miel qui sont essentiellement des nourritures messianiques ; ce n'est pas non plus parce qu'il est supérieur aux autres peuples sous prétexte qu'il est élu : pour ceux qui savent lire les textes bibliques, cette élection est un appel à des devoirs supplémentaires, à 606 commandements en plus à

prendre en charge alors qu'il est demandé aux autres peuples de se sentir élus avec lui grâce à sept commandements seulement qui relèvent de la morale universelle. Le secret ou le mystère d'Israël, comme l'écrivent certains théologiens chrétiens, réside dans son caractère inassimilable qui l'empêche de se dissoudre dans quelque culture que ce soit et l'engage à s'y intégrer seulement, lui empruntant et l'enrichissant à la fois. La faim qui l'habite ne peut être assuivie. Face à toutes les idéologies, à toutes les religions et à toutes les politiques qui abreuvent l'humanité par leur « déjà là », le peuple d'Israël reste fidèle à son alliance avec le « pas encore » éternel, seule alliance qualifiée de divine parce qu'infinie et inconditionnelle. Inassimilé, il révèle aux autres cultures leurs valeurs propres et le courage de maintenir leur différence également. Depuis l'épisode de la Tour de Babel, il a appris que l'unité véritable, c'est-à-dire l'universalité véritable, est de nature dynamique et qu'elle relie des différences. La dispersion de l'humanité en cultures diverses, loin d'empêcher son unité, est la condition *sine qua non* du dialogue et de la paix entre elles. Mais aucune culture n'a écouté ce message, bien plus, les Juifs ont été persécutés partout pour leur différence. L'universalité a été comprise comme un magma qui élimine toute responsabilité et dissout dans l'anonymat.

En second point, la dimension territoriale et politique est constitutive de la vocation d'Israël. Elle est inscrite au cœur de sa propre fonction au sein de l'humanité. La terre promise est appelée par les Prophètes « Sion » ou Jérusalem. Elle fut promise treize fois aux Patriarches qui sont les seuls à être enterrés à Hébron. Toutes les villes de la terre promise renvoient à des faits et à des personnages bibliques : Jérusalem à David ou à Salomon, Beersheva à Abraham, Sichem à Jacob et à Joseph, Safed aux maîtres juifs de la Kabbale, etc... Les Hébreux demeurèrent sur leur terre pendant plus de mille ans, dirigés par leurs Prêtres, leurs Rois, leurs Prophètes et les Rabbins qui les suivirent. Malheureusement, les Romains les exilèrent en 70 de l'ère courante. Pendant que le Christianisme issu du Judaïsme, répandait le monothéisme et la morale juive dans le monde, les Juifs n'ont cessé de prier pour leur retour chez eux, à la Synagogue, à la maison, au travail ou au moment des repas. Pendant deux millénaires, ils ont souffert de ce qu'on a appelé l'antisémitisme et toutes les nations les considèrent comme étrangers c'est-à-dire comme exilés. C'est sur cette situation d'exil reconnue par les antisémites que les nations ont bâti leur mépris et leur haine des Juifs. Au temps des Lumières, on les a acceptés comme citoyens à condition de considérer le Judaïsme comme religion individuelle, familiale et purement intérieure. Mais Israël est non seulement « un peuple de Dieu » mais un peuple au sens politique également, économique, territorial. C'est bien pourquoi l'espérance juive comme la prière juive sont toujours

orientées vers Jérusalem. Ce retour sur la terre promise porte un nom : le sionisme. Un juif est sioniste comme il croit en Dieu ou comme il se nourrit rituellement ou respecte le Chabbat. Il peut continuer à vivre en dehors de la Terre d'Israël mais il ne peut mettre en question l'espérance sioniste, c'est-à-dire le retour promis par les prophètes. Interdire aux Juifs de respecter le chabbat, de croire en Dieu ou de se nourrir rituellement (cas fréquent pendant deux millénaires) c'est œuvrer pour leur disparition. De même s'opposer au sionisme c'est s'opposer à la vocation juive, vouloir que le Judaïsme se réduise à une confession personnelle à l'exemple du Christianisme. C'est en tant que peuple que Dieu a chargé Israël de donner aux nations le témoignage qu'une collectivité nationale peut fonder le lien social sur des principes spirituels et que la morale ne concerne pas seulement l'individu. La mémoire d'Israël a été constituée par trois instances : l'institution religieuse qui avait pour centre le Temple de Jérusalem sous la responsabilité du Grand Prêtre ; l'institution politique avec le Roi à sa tête et qui avait pour demeure le Palais à l'extérieur du Temple ; la dimension prophétique enfin qui n'était pas institutionnalisée et n'avait pas de lieu privilégié. La parole divine se réalisait sur terre par la voie des compromis religieux et politique. La vocation du prophète était de veiller à ce que ces deux compromis nécessaires ne se dégradent pas en compromissions qui trahissent la parole divine.

Depuis 1948 l'histoire a rendu possible ce projet. S'y opposer c'est exclure à nouveau les Juifs de l'histoire. Le Judaïsme n'est pas une religion, n'est pas une confession individuelle ; il ne se réduit pas non plus à une nationalité. Il est une vision de l'homme et de l'histoire qui transcende la dimension politique, nécessaire et insuffisante et la dimension religieuse qui n'est souvent qu'une fuite et un refuge contre l'angoissante responsabilité de l'homme devant l'histoire.

Deux autres spiritualités, l'une née à Jérusalem et l'autre en Arabie, ont enrichi la terre d'Israël de leur vocation propre et de leur responsabilité au sein de l'humanité. Avec le Judaïsme elles témoignent de la révélation monothéiste. Le dialogue légitime entre ces trois modalités spirituelles doit d'abord être fondé sur la reconnaissance de la mémoire et de la source à laquelle elles se sont abreuvées.

Henry Kanoui

Professeur des Universités

Au premier abord, le texte de l'« Appel à la raison » est attractif, rassurant. Le préambule emporte l'adhésion, tout le monde (et au moins les destinataires de ce texte) s'identifie à ces Juifs, dotés d'une conscience politique et de préoccupations morales, à la fois citoyens responsables de leurs pays respectifs et viscéralement attachés à l'existence et à la sécurité de l'Etat d'Israël. De même, on ne peut que souscrire à l'urgence d'un règlement du conflit par la mise en place de deux Etats souverains, indépendants et démocratiques, capables de coexister et de développer à terme des relations de bon voisinage, jusqu'à l'établissement de liens diplomatiques et économiques.

On peut également partager la conviction que cela passe par une révision déchirante des politiques menées jusqu'à présent par toutes les parties en place, révision amorcée courageusement par les dirigeants de l'Etat d'Israël dès les années 1990 et qui s'est terminée tragiquement par l'assassinat d'Itzhak Rabin. Depuis lors, l'absence de leader charismatique, porteur d'une vision politique et capable d'emporter l'adhésion des peuples, se fait cruellement sentir, en Israël comme chez les palestiniens.

C'est ainsi qu'en première lecture, on souscrit aux objectifs annoncés par l'Appel à la Raison, tout comme à la nécessité de faire bouger le paysage politique. Les efforts, réels ou supposés, des différentes parties n'ayant pas abouti, la communauté internationale doit vigoureusement s'engager. Jusque là on peut partager cette analyse.

Israël, Etat « occupant »

Tout change dès le deuxième paragraphe où on parle d'« occupation » de la Cisjordanie. Sous la plume de « citoyens européens » (ainsi que se qualifient les auteurs de l'Appel dans les tous premiers mots du texte), le rapprochement est lourd de sens car il évoque immédiatement l'occupation de l'Europe par les troupes allemandes. On retrouve, en filigrane, le discours du nouvel antisémitisme qui, sous le masque de l'antisionisme, assimile consciencieusement Israël et les Nazis.

Israël, Etat « illégitime »

Ce deuxième paragraphe conclut sur la « délégitimation d'Israël en tant qu'Etat ». C'est l'Etat, en tant que tel, qui est déclaré illégitime, non telle ou

telle action ou politique menée par les dirigeants de cet Etat. Et les mots ont un sens : déclarer un Etat illégitime revient à dire que sa naissance est entachée d'une faute, c'est revenir sur son droit à exister en tant que tel et, en l'occurrence, c'est remettre en cause le bien fondé de la décision des Nations Unies de 1948. La conclusion de ce raisonnement est terrible car en réalité, c'est la suppression de l'Etat d'Israël qu'on légitime ! Ainsi, rayer Israël de la carte des nations n'est plus un vague concept agité par les antisémites et antisionistes de tout poil, ce concept prend corps par la bouche même de « citoyens juifs d'Europe » !

Israël, obstacle à la paix

La suite de l'Appel permet de découvrir d'autres énormités : d'abord le principal obstacle à un règlement du conflit est évidemment Israël, puisque c'est sur ce pays que des pressions doivent être exercées. Certes, on mentionne les deux parties, mais en passant, rapidement. Rien n'est dit des autres protagonistes, à commencer par les Palestiniens eux-mêmes à travers leurs multiples factions ni surtout de la responsabilité des pays musulmans de la région qui, depuis 60 ans, instrumentalisent les malheurs des Palestiniens, parqués dans des camps (en Syrie, au Liban), interdits d'exercer certaines professions (au Liban), sans parler du blocus de Gaza imposé par l'Egypte (au moins aussi rigoureux que celui exercé du côté israélien) ou des tueries organisées (Jordanie). Au contraire, les dirigeants de ces pays entretiennent soigneusement le conflit en armant des milices criminelles (Hezbollah, Hamas) et par l'agitation de la rue arabe contre les Juifs pour leur faire oublier la corruption et la misère sociale dont ils sont les victimes.

Israël, à mettre au pas

A partir de là, tout devient clair : l'Etat d'Israël doit être ramené à la raison, au début par la pression, et pourquoi pas par des mesures plus coercitives. Quelques événements récents permettent de mieux comprendre quelles pressions on peut envisager, du moins à un premier niveau : fin 2009, un tribunal britannique a émis un mandat d'arrêt contre l'ex-ministre Tzipi Livni. Récemment, en France, des artistes israéliens ont été exclus de festivals ou autres événements culturels auxquels ils devaient participer.

Ces graves incidents ont soulevé un tonnerre de protestations, notamment parmi les premiers signataires de l'Appel à la raison ! Comment ces derniers peuvent-ils condamner ces agissements et, dans le même mouvement, appeler à de nouvelles pressions ? En vérité, tout cela crée une confusion dangereuse. Les opinions publiques n'ont pas le discernement des rédacteurs de l'Appel. Elles ne

font pas la part des choses et ne verront dans les incidents ci-dessus que la mise en application des pressions que l'Appel réclame et par là même justifie.

Les Juifs, responsables

Le point 3 est l'aboutissement de cette démarche de culpabilisation, puisqu'il revient aux Juifs de la diaspora de ramener à la raison les Israéliens égarés. Ainsi, tout repose sur les Juifs : ceux d'Israël sont responsables de ne pas mettre fin au conflit, ceux de la diaspora sont responsables de ne pas convaincre les précédents de le faire. Finalement, le Juif est responsable de tout, c'est une vieille antienne. Ce qui est tragique, c'est qu'elle soit reprise par des Juifs, et pas n'importe lesquels quand on lit la liste des premiers signataires.

Et après ?

La survenue de cet appel, comme la qualité de ses signataires, ne sont pas anodines. Vis-à-vis du conflit proche-oriental, l'empathie des opinions publiques (notamment européennes) va à la « cause palestinienne ». C'est le résultat d'une formidable campagne de marketing politique menée depuis des années par des groupes politiques se réclamant souvent de l'extrême gauche ou de l'altermondialisme qui y ont trouvé un sujet porteur.

Nous, Juifs d'Europe, n'avons pas su nous organiser pour nous opposer à ce mouvement. Participer aux marches de protestations qui suivent les attaques sporadiques, mais malheureusement régulières, contre les synagogues, les écoles ou les cimetières ne suffit plus. En France, l'expression « officielle » de la communauté se fait par la voix de ses représentants religieux ou du CRIF qui porte un message institutionnel. Sauf à travers quelques intellectuels, qui par essence parlent en leur propre nom, la prise de parole politique des juifs de France sur le sujet du Proche-Orient est inaudible de nos concitoyens non juifs.

Pour renverser cette situation et redevenir audibles nous devons porter le débat dans l'arène publique, occuper l'espace politique, amener les grands partis de gouvernement à y travailler. C'est une entreprise difficile ; pour la plupart, les Juifs de France sont très intégrés à la société et ne constituent pas une force électorale. Il faut trouver d'autres moyens, imaginer d'autres voies pour nous faire entendre et retrouver les conditions d'un dialogue serein et constructif, d'abord au sein de la communauté, puis surtout au-delà. Cela ne passe ni par des menaces ni par des pressions.

Frédéric Sroussi

Journaliste et essayiste,
auteur de deux essais.

Le vent tourne se disent-ils. Il est temps de se démarquer du « gêneur ». Israël n'est plus du tout en odeur de sainteté et de nombreux intellectuels juifs de gauche (principalement) jouent consciemment ou non la carte du pacifisme et utilisent les seules armes dont ils savent se servir, c'est-à-dire les mots, pour délégitimer l'État d'Israël en hurlant avec les loups. Le problème est que le pacifisme mène trop souvent à une collaboration avec le diable car les pacifistes se mettent en général (surtout depuis la Seconde Guerre mondiale) du côté des entités totalitaires. C'est bien pour cela que la gauche pacifiste des années 1930 a fourni un nombre extrêmement important de collaborateurs au régime nazi (tels François Brigneau et Roland Gaucher, pour ne citer qu'eux). Il y eut, il est vrai, à la même époque un pacifisme de droite appelé aussi « néo-pacifisme » (symbolisé par un Rebatet par exemple) mais, comme l'écrit l'historien Simon Epstein « ce "néo-pacifisme" d'extrême droite est tactique et conjoncturel », alors que le pacifisme de gauche est « idéologique et structurel ».

Simon Epstein nous explique (dans un livre magistral intitulé *Un Paradoxe français*) que l'organe de presse outrageusement collaborationniste et antisémite *Je suis partout* « fera l'alliage des deux types de pacifisme. Brasillach et Rebatet viennent de la germanophobie et du maurrassisme tandis que Laubreaux et Cousteau viennent de la gauche et de l'extrême gauche ».

On voit en tout cas où mène le pacifisme et avec quel genre de monstre il a tendance à s'allier. Évidemment les élites juives de gauche ne collaboreront jamais (sauf une petite poignée d'entre elles) avec un régime qui appellerait à la destruction des Juifs d'Israël, sauf que dans le cas de la fameuse pétition Jcall, les intellectuels juifs – principalement de gauche – ont établi un « plan » qui ne peut que ravir tous les ennemis d'Israël. En appelant à des pressions extérieures exercées sur l'État juif et à la perte de la petite profondeur stratégique qui se trouve en Judée-Samarie (Cisjordanie), les élites juives de gauche soutiennent tout simplement la destruction à court ou moyen terme de l'État d'Israël au nom de la « paix ».

Une question se pose alors : est-ce que cette pusillanimité actuelle possède des racines philosophiques ? En fait, trois des principaux signataires de la pétition appelée Jcall ont été très fortement influencés par le célèbre philosophe Emmanuel Levinas (1906-1995). Nous parlons évidemment de Bernard-Henri Levy,

d'Alain Finkielkraut (qui ne peut être classé à gauche) et d'Élisabeth de Fontenay. Ces trois éminents philosophes sont d'ailleurs tous des intervenants réguliers de l'Institut d'études levinassiennes.

La question que nous posons est la suivante : existe-t-il un rapport entre la très grande influence de la pensée levinassienne et la pusillanimité des intellectuels qui ont signé la pétition Jcall ? Peut-être... Prenons quelques exemples significatifs qui vont dans le sens de notre hypothèse : Emmanuel Levinas avait – par exemple – écrit dans *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence* que : « le vrai problème pour nous autres Occidentaux, ne consiste plus tant à récuser la violence qu'à nous interroger sur une lutte contre la violence – qui sans s'étioler dans la non résistance au Mal – puisse éviter l'institution de la violence à partir de cette lutte elle-même. La guerre à la guerre ne perpétue t-elle pas ce qu'elle est appelée à faire disparaître pour consacrer, dans la bonne conscience, la guerre et ses vertus viriles ? ». Nous ne nous permettons pas de « placer » Emmanuel Levinas dans un quelconque carcan idéologique, mais force est de constater que ses propos font l'apologie d'une non-violence radicale puisque même l'expression « la guerre à la guerre » aurait quelque chose d'encore trop violent et trop viril (alors que l'on peut penser très légitimement que cette expression est déjà en soi un appel au pacifisme). De plus, le fait de devoir préciser « sans s'étioler dans la non résistance au Mal » – ce qui paraît pourtant aller de soi – souligne de manière paradoxale l'aspect tendancieux du propos levinassien.

Plus grave encore, lors d'un entretien publié dans *Entre nous, Essais sur le penser-à-l'autre*, la question suivante fut posée au philosophe : « Vous avez développé cette idée que ma responsabilité m'est rappelée dans le visage de l'autre homme. Mais tout homme est-il cet « autre » homme ? N'y a-t-il pas, parfois, défection du sens, des visages de brutes ? » Emmanuel Levinas livra la réponse suivante : « Jean-Toussaint Desanti demandait à un jeune japonais qui commentait mes travaux au cours d'une soutenance de thèse, si un SS a ce que j'entends par un visage ? Question bien troublante qui appelle, à mon sens, une réponse affirmative. Réponse affirmative chaque fois douloureuse ! » (note de l'auteur : le « visage » de l'autre (son accueil) constitue pour Levinas « l'expérience par excellence » de l'Infini. Levinas écrit même : « C'est à partir du visage de l'autre que m'est signifié le commandement par lequel Dieu me vient à l'idée. »).

Si l'on suit scrupuleusement la logique Levinassienne, même le « visage » du SS (!) représente la merveille de l'idée de l'infini par lequel – nous osons à peine le dire – Dieu me viendrait (aussi) à l'idée ! Bien sûr on me rétorquera que c'est au nom de la « Justice » que Levinas attribue un « visage » au barbare sanguinaire car le « prévenu considéré comme innocent a droit à une défense,

à des égards » (*Entre nous, Essais sur le penser-à-l'autre*). Je rappelle quand même que cette remarque de Levinas est exprimée dans le contexte de l'affaire Barbie, le chef de la Gestapo de Lyon et donc qu'il ne parle pas ici d'un simple voleur de poules (il y a bien la notion du « Tiers » chez le philosophe mais elle ne nous paraît pas convaincante). Accorder le « statut » de « visage » au SS et l'accorder, évidemment aussi, à la victime du SS, porte gravement atteinte au juste combat qui doit être mené contre le Mal, mais que l'idéologie pacifiste rejette. Rappelons cette sentence du Talmud de Babylone (Traité *Yoma*) : « Celui qui a pitié dans un cas où il ne faut pas, sera cruel là où il faudrait avoir pitié ». Pour conclure, nous disons que Levinas n'est évidemment pas entièrement responsable du fourvoiement des élites juives de gauche de notre époque (le pacifisme existait avant lui !) mais force est de constater que sa philosophie a tout de même fortement imprégné, en France comme à l'étranger, des penseurs juifs (et non juifs) très influents qui paraissent avoir pris naïvement au pied de la lettre « l'angélisme » levinassien.

Face au pacifisme de certains Juifs sans colonne vertébrale nous citerons Charles Péguy (cet amoureux du peuple juif) qui écrivait : « Nous ne commettrons pas cette stupidité de nous laisser massacrer, trente ou quarante mille, par les pacifistes ! (...) Et pour éviter une telle catastrophe, nous sommes très capables de supprimer en temps utile quelques mauvais bergers... ? ». Peut-être que le philosophe Alain Finkielkraut devrait retourner lire Péguy qu'il « réhabilita » pourtant au début des années 90. La citation de Charles Péguy devrait rappeler aux agitateurs verbeux des beaux quartiers, signataires de la pétition Jcall, qu'un combattant pour la liberté garde toujours sa nuque raide face à la barbarie.

Marc Brzustowski et Aschkel Lévy

Pour <http://lessakele.over-blog.fr>

et www.aschkel.info

les sujets), de la part d'une journaliste débutante du JDD (<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Juifs-de-France-Le-repli-mediatique-199752/>). L'une d'entre nous, Aschkel, israélienne, n'a pas cru bon de répondre directement, puisque le sujet de l'article concernait « la communauté juive de

Nous vous écrivons à la suite d'une sorte « d'enquête de bonne moralité » dont nous, tenants de deux blogs favorables à « Raison Garder », avons fait l'objet (plus qu'été

France ». Elle a, naturellement, préféré me renvoyer la jeune journaliste, puisque je vis en France. Concernant les questions relatives à « la Flottille » ou « J-Call/Raison garder », il lui a été fait mention des manipulations repérées par la plupart des observateurs sérieux (violence préméditée de l'IHH, ou, pour la pétition, la nette impression d'un sous-marin de « La Paix Maintenant » à vocation néo-colonialiste : puisqu'elle remet en cause les résultats d'une élection d'un pays souverain et demande l'exercice de pressions à l'UE, qui n'a que des liens économiques, scientifiques et culturels avec Israël. Le tout s'apparente alors dangereusement à un quasi-boycott qui ne dirait pas son nom. Or, voilà que, justement, dans l'article qu'elle dit tirer de ces entretiens, on se retrouve, sous sa plume, en pleine stigmatisation de l'éveil de ceux qui se défient d'une volonté de polariser en deux blocs, des pro- et des anti-Netanyahou et de diviser l'ensemble de ladite « communauté juive ». Or, le point de vue défendu, était précisément d'attester de son caractère suffisamment pluriel par tradition, pour ne, justement, pas s'aligner automatiquement sur un « appel à la raison » les appelant à s'indigner unilatéralement contre les résultats de ce vote, au grand dam des pétitionnaires professionnels soutenus par les principaux médias.

La partie « nuancée » et argumentée des échanges téléphoniques de plus de 20 minutes que j'ai eus avec elle a, tout simplement, été squeezée, censurée. Aussi nous faisons-vous part du droit de réponse que nous faisons à cet article du JDD : <http://lessakele.over-blog.fr/article-accuser-les-juifs-de-l-exclusion-qu-ils-subissent-reaction-a-un-article-du-jdd-52199736.html>

En effet, « J-Call », *in fine* (mais la tonalité avait dû être donnée par la rédaction favorable à « J-Call ») y est brossé comme l'expression des « bons Juifs » français, favorables à la paix, tandis que « Raison garder » n'est jamais que l'expression atrabilaire des « pro-Netanyahou de France », organisateurs d'une « rupture » avec la communauté républicaine nationale ! Bref, le bon vieux parti de l'étranger, cher à un certain tribun que l'histoire a déjà oublié, sauf sa progéniture en reconquête d'électorat. Nous croyons que ce type d'exercice de style médiatique dont la communauté juive est fréquemment le cobaye en France, mériterait une réaction plus appuyée que celle dont nous nous sommes contentés à cette heure.

Non seulement « Raison garder » ne bénéficie pas de l'espace médiatique qui lui revient en tant que phénomène social contemporain, au sein de la communauté « plurielle » (et ne peut plus, alors être qu'univoque, uni-Call), mais lorsqu'il en serait question, on l'assimile à la propagande de la Hasbara, forcément commanditée par des blogs *israéliens*, et aucunement libre et indépendant de ses choix de cœur et de raison.

Thierry Amouyal

Responsable commercial, ancien du mouvement haloutsique de gauche.

Les historiens qui se penchent sur la montée du nazisme en Allemagne et la mise en place de la politique antisémite décrivent très bien tout un processus aussi important que méconnu : le mécanisme qui a permis d'amener les Juifs allemands d'une situation de citoyens à part entière d'un Etat moderne et démocratique à l'état de parias coupés de tous réseaux sociaux ou professionnels et donc prêts à subir le sort terrible que nous connaissons.

Les nazis ont patiemment et posément construit ce « tapis roulant de la déchéance » qui a permis d'amener une communauté respectable et respectée, composée en grande partie d'élites urbaines et intellectuelles, à un statut collectif de victime. En même temps qu'ils mettaient en place les lois racistes qui allaient autoriser les spoliations, ils organisaient, grâce à d'extraordinaires moyens de propagande, l'exclusion morale de la communauté juive et sa délégitimation en tant que partie de la nation. En effet sans cet effort, unique dans l'histoire, de conditionnement de tout un peuple, pour créer les conditions du rejet des Juifs, il aurait été bien difficile de justifier ce qui allait suivre : il fallait laver les cerveaux de tous en accusant les Juifs de tous les maux et en dressant ainsi l'échafaud symbolique autour duquel la population pourrait se réunir.

Je m'arrêterai là dans l'évocation du passé, car c'est plutôt le présent et l'avenir qui me préoccupent ; si notre époque nous épargne heureusement du joug de la sauvagerie nazie, il est indéniable que depuis plusieurs années nous assistons à une montée de la délégitimation d'Israël et du peuple juif.

On ne trouve pas de trace d'une véritable action coordonnée telle que celle construite par les nazis mais la situation actuelle n'en demeure pas moins inquiétante. L'origine de ces mouvements qu'on qualifie généralement d'antisionistes se trouve probablement dans l'action de propagande venue du monde arabe depuis la naissance de l'Etat d'Israël ; celle-ci fut à l'origine désordonnée mais elle s'est peu à peu perfectionnée et des moyens importants ont été mobilisés par tous les régimes arabes qui, du fait de leur nature autoritaire, utilisent déjà naturellement l'arme de la désinformation de manière interne ou externe. Depuis les années 80, de nouveaux relais sont venus appuyer l'effort arabe, principalement dans le monde occidental, aussi on peut constater, depuis 10 ans environ, une forte accélération des actions et mouvements de délégitimation du peuple juif ; les traces de cette radicalisation se retrouvent aujourd'hui dans tout l'Occident et à tous les niveaux ; la presse, le monde syndical et politique,

les entreprises et le monde associatif; à tel point qu'il est déjà devenu impossible de discerner entre opposition à la politique de l'Etat d'Israël, antisionisme viscéral et antisémitisme pur et simple.

En France, cette accélération de la haine a semblé buter sur la résistance d'une partie de la communauté juive, mais celle-ci fut sporadique et mit en œuvre trop peu de moyens face à l'avalanche médiatique qui assaillit la cause juive; il est clair aujourd'hui que cela a surtout occasionné une mise à l'index des leaders communautaires jugés trop pro-israéliens et un étouffement total de la parole juive au profit de quelques « néo juifs » honteux et bien pensants qui ont libre accès aux médias pour salir leurs frères.

La situation actuelle peut aisément être qualifiée de catastrophique. En 2010 dans un hexagone tétanisé par la trouille de l'islam conquérant, le simple mot « Israël » prononcé en public vous vaudra au mieux des insultes, au pire une raclée; pas un journaliste ne se risque plus à émettre la moindre critique sur le terrorisme palestinien pourtant établi aujourd'hui comme le mètre étalon du terrorisme international. Du reste, il y a bien longtemps que ces barbares sont gentiment qualifiés de « militants » alors que nos frères qui bâtissent des villes dans le désert et y font pousser du blé ont, eux, droit à l'opprobre générale et aux appellations injurieuses.

Il est de bon ton dans les salons parisiens de publier un pamphlet à connotation antisémite et tout ouvrage débile niant l'existence du peuple juif recevra aussitôt une tribune enthousiaste dans les médias qui s'enorgueillissent d'incarner la pensée française du siècle. Le flot de la propagande est tellement fort que rien ne semble pouvoir le freiner et les citoyens subissent jour après jour le harcèlement d'une pensée unique qu'ils doivent ingurgiter de force pour ne pas se retrouver dans le mauvais camp: celui des colonialistes et des racistes.

Nous subissons l'assemblage explosif de la lâcheté européenne, de l'alliance objective de l'extrême gauche (qui contrôle de nombreux médias), de l'islam radical, de l'affairisme pro-arabe et des fantasmes de grandeur des débris de la droite dure, le tout arrosé sans scrupules par l'argent des dictatures pétrolières qui se déverse tant sur des ONG malléables que sur des diplomates véreux.

Alors: quel est l'objectif? Dans quel sens veut-on conditionner les populations et où s'arrêtera cette descente aux enfers?

Essayez pour rire d'interroger votre voisin de palier sur les crimes innombrables commis par Tsahal et il vous citera pèle mèle les jolies leçons débitées jour après jour par les « journalistes » de France 2 ou du *Monde*; ne l'interrogez pas sur les enfants de Sderot ou les gosses déchetés dans les bus de Tel aviv ou Jérusalem, il n'en a jamais entendu parler, et, comme vous le savez, si la télé n'en parle pas c'est que ça n'existe pas!

Essayez d'imaginer aujourd'hui une nouvelle affaire Ilan Halimi et comptez combien de medias et d'intellectuels s'insurgeraient et oseraient enfin dénoncer ce climat délétère ?

Pour clore cette brève réflexion a laquelle je n'apporte pas de conclusion ; je termine en vous posant la question qui trotte dans chacune de nos têtes : OU VA-T-ON ?

Roger Garcia

Informaticien, fonctionnaire.

Le boycott de la télé et de la presse officielle concernant Raison Garder couplée avec la promotion de Jcall, prouve une fois de plus que les médias ne sont pas libres en France car si les journalistes veulent garder leur place ils doivent rester conformistes et répéter seulement ce qu'on leur demande de dire... Le fameux principe de solidarité joue à fond entre confrères. Maintenant il faut parler clairement et dire que Sarkozy n'est pas du tout l'ami d'Israël que beaucoup ont cru et que rien n'a changé dans la politique étrangère de la France depuis De Gaulle et son embargo militaire, c'est toujours Israël qui est fautif.

La vérité n'est pas qu'Israël refuse un Etat palestinien mais plutôt un Etat, terroriste et islamiste. On ne dit jamais que toutes les cartes palestiniennes représentent la totalité de la Palestine avec l'entière ville de Jérusalem comme capitale car Israël n'a jamais existé aux yeux des Palestiniens et même des soi-disant modérés qui, tous, considèrent le retrait aux frontières de 1967 (jamais reconnues d'ailleurs par les pays arabes, sauf l'Egypte et la Jordanie) comme une simple étape avant la reconquête totale de la Terre sainte. La meilleure preuve est l'exigence du retour des « réfugiés » et la non reconnaissance du caractère juif de l'Etat d'Israël, alors qu'eux se proclament pays « arabes » ou république « islamique ». Ni la terreur du Hamas envers sa propre population ni ses slogans haineux de destruction totale de l'Etat juif, ni son armement à outrance par l'Iran et la Syrie ne dérangent les soi-disant pacifistes qui ne sont pour la plupart que des antisémites pro-palestiniens désireux d'en finir avec l'existence d'Israël.

Un dernier exemple de désinformation sur France 2, Poutine est interrogé sur l'assaut israélien sur la flottille turque, et forcément la question porte sur son opinion déjà connue, puisqu'il trouvait choquant cette attaque dans les eaux internationales, mais on ne lui demande pas quelles étaient à l'origine les véritables raisons du blocus et comment éviter un véritable débarquement d'armes, de

missiles, de combattants à l'instar de cet ex-marine américain qui s'est jeté sur les soldats et qui aurait entraîné les milices du Hamas ? Jamais une information de ce genre ne pourrait passer à la télé. Heureusement que les radios libres ont été créées par la gauche en 1981 sinon cela aurait pu être encore pire. Domage que la gauche cherche à se rapprocher de l'extrême gauche pour des raisons électorales ! De toute façon, l'importance numérique des musulmans en France est une bonne raison pour leur « passer la pommade », encore que leur dire la vérité leur aurait certainement permis à de mieux s'intégrer en France, dans une société plus démocratique que celle de leur pays d'origine.

Enfin on pourrait encore beaucoup parler des erreurs commises au sein de la communauté juive de France, que cela soit la propagande que certains ont fait avant les élections pour Sarkozy et sa droite gaulliste ou, maintenant, cette espèce de conformisme absurde, au vent de propagande anti-israélienne qui souffle terriblement aujourd'hui parce que la France a décidé qu'elle détenait la vérité avec sa résolution 242 tronquée (« retrait de tous les territoires » plutôt que de « territoires » selon la formule anglaise qui préconisait raisonnablement une paix basée sur des frontières sûres et reconnues de part et d'autre et non un retour à une ancienne ligne de cessez le feu jamais acceptée par les belligérants). Tous les moyens sont bons pour contraindre Israël sans tenir compte des graves menaces qui pèsent sur ce pays, seul contre tous, seul mais avec nous en tout cas car nous ne l'abandonnerons jamais.

notes

1. Voir les paragraphes 7 et 22 de la charte du Hamas en allemand à l'adresse <http://www.thejerusalemfund.org/www.thejerusalemfund.org/carryover/documents/charter.html>
2. Jeffrey Herf, *The Jewish Enemy. Nazi Propaganda During World War II And The Holocaust*, Cambridge/London (Harvard University Press) 2006, p. 209.
3. Yigal Carmon, *The Role of Holocaust Denial in the Ideology and Strategy of the Iranian Regime*, Middle East Media Research Institute (MEMRI), Inquiry and Analysis Series, no. 307, 15 Dec. 2006.
4. Y. Mansharof and A. Savyon, *Escalation in the Positions of Iranian President Mahmoud Ahmadinejad – A Special Report*, in : MEMRI, Inquiry & Analysis – iran, Nr. 289, September 17, 2007, p. 1-2.
5. La Fraternité musulmane égyptienne dont est issu le Hamas obtint en 1939 des financements de Berlin. Voir Matthias Küntze *Jihad et haine des juifs ; Le lien troublant entre islamisme et nazisme à la racine du terrorisme international* Paris (L'œuvre Éditions) 2009, p. 60-1.
6. Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah : La guerre israélo-arabe des récits*, Sindbad 2009
7. BHV : Bruxelles-Hal-Vilvorde, arrondissement et circonscription électorale belge à cheval sur la frontière linguistique et au centre de tensions communautaires et à l'origine de la chute du dernier gouvernement belge (Wikipedia).

yal

icien du
gauche.

Michel Gad Wolkowicz

Psychanalyste, Professeur H. U de

Psychopathologie Clinique – psychiatrie

et psychologie médicale –,

président de Schibboleth –

Actualité de Freud.

« Retrouver l'humanité de la guerre que la Shoah
avait détruite (...) »(Michaël Bar Zvi, Éloge de la guerre
après la Shoah, – Pourquoi la guerre
a commencé le 8 mai 1945)« Dit le vrai qui dit l'ombre/wahr spricht, wer
shatten spricht »

(Paul Celan)

Aurais-je perdu la raison ? J'essaie habituellement d'être prudent lorsqu'on m'adresse une pétition à signer. Nous en recevons tous par courriel une masse impressionnante dont certaines thématiques ne nous sont pas indifférentes. J'avoue m'être quelques fois laissé piégé, par excès de précipitation, manquant de lire attentivement la totalité du texte, ou adhérant aveuglément au transmetteur et à certains noms signataires. Et puis, cette virtualisation démocratique ne peut que susciter de la réserve, tant la massification du nombre, des représentations, est facile et productrice d'illusions et de manipulations, en même temps que cette procédure permet d'entendre des voix et des pensées singulières et moins médiatisées. Aussi, je félicite et remercie chaleureusement Shmuel Trigano, Raphaël Draï, et Georges-Elias Sarfati d'avoir pris cette initiative nécessaire de *Raison garder*.

Je sais gré à mon ami Thibault Moreau qui, peu accoutumé aux « débats » internes à la « communauté » juive ou entre personnes se réclamant de l'être-juif, m'a fait part de sa sidération à la lecture hypermédiatisée de *JCall*, me faisant remarquer qu'« appeler à la raison » se voulait signifier son absence chez ceux qui pensaient autrement, qui ne rendaient pas Israël responsable exclusif de la situation et s'opposaient à l'appel adressé aux gouvernants et opinions publiques internationaux de faire pression sur lui. Les initiateurs de cet appel, et les signataires dont certains doivent faire rougir certains des premiers, participent ainsi à cette diabolisation d'Israël, stigmatisant sa démesure et son caractère insatiable, au moment même où se produit cette incroyable unanimité-réflexe à une compulsive condamnation de son raid sur les flottilles terroristes, elles-mêmes automatiquement qualifiées d'« humanitaires ». Ces s'auto-proclamants « camp de la paix » participent ainsi activement au spec-

tacle de l'obsédante passion du monde plaçant Israël et les Juifs en cadavre exquis, tous ses faits et gestes réels et imaginaires placés sous l'œil hypochondriaque universel et le jugement de la doxa médiatico-diplomatique. Il semblerait que l'énigme que représente le Juif se manifeste par une formation réactionnelle sous la forme d'un besoin de contrôle absolu¹. Hallucinant leur dictature éclairée, nos *Juifs d'exception*², autorisés, nourrissent cette forclusion ambiante de la souveraineté d'Israël sur sa terre, de l'auto-détermination de son peuple et ainsi de sa démocratie, d'autant exceptionnellement admirable en cette situation de guerre permanente, du droit et du devoir de son État et de son armée de défendre son territoire et ses citoyens, qu'ils soient de Sdérot, Ashkelon, Kyriat Shmoné, Ariel ou de Tel Aviv. La revendication outrée du droit à la critique du gouvernement élu de l'État d'Israël s'avère une scandaleuse escroquerie lorsqu'elle condamne systématiquement ses décisions et ses actes, qu'elle délégitimise son auto-défense. Cette « critique » qui n'est le plus souvent qu'une vindicte grégaire sous un masque humanitariste hallucine négativement les Israéliens, sourde à leur être-dans-la-vie. Les humanitaristes dans leurs nouvelle-vieille religion déterminent qui est humain, qui souffre, qui est le faible, qui a alors raison, toujours selon La Cause qui a pu changer d'objet tout en restant aussi totalisante. C'est la critique focalisée, unilatérale, injuste, déréalisante qui est disproportionnée, passionnelle, méprisante, vis-à-vis des Israéliens, virtualisés, abstractisés, caricaturés, condamnés quoi qu'ils fassent ou ne fassent pas, mais elle entame aussi les Palestiniens ainsi imaginarisés et déresponsabilisés : du colonialisme à l'envers et rétrospectivement déculpabilisant. Nous sommes dans l'utopie, l'animisme, l'incantation archaïque, et non dans l'analyse d'un conflit avec ses tenants historiques, militaires, juridiques et dans la dimension du politique. Puisque on ne peut plus penser en termes de conflit, contextualisé par la géopolitique (Iran, Syrie, Al Qaida...), par la culture et la psychologie des peuples, on dénigre le concept de guerre, et on disqualifie les guerres passées et présentes, ainsi que leurs raisons véritables³. On crée une néo-réalité à travers nos catégories prismatiques selon un véritable racket sémantique.

Israël serait-elle une république bananière ? Il semble que cela corresponde à la projection de l'envie de quelques uns qui se croient au-dessus de la mêlée, dans l'aura angélique de la paix, allant discuter de son sort, sans aucun mandat de la part de ses citoyens, de son gouvernement démocratiquement élu, à Genève, encore après avoir concocté ces défaitistes et catastrophiques « Accords d'Oslo », qui n'ont finalement abouti qu'à activer la violence terroriste, maintenant à Paris, Washington, Bruxelles⁴ pressant ces États et Institutions étrangers de prendre en mains Israël, seul fauteur de troubles ! Alors l'extrême

paradoxalité voudrait Israël, le Juif des Nations, à la fois omnipotent et sous tutelle, acceptant de se comporter en *dhimmi*. Ainsi la nouvelle version de *Guerre et paix* est arrivée où le tout puissant devrait l'être à tout céder dans l'hallucination de désir de *JCall*, et non seulement sans même le systématiquement scandaleux dos-à-dos, mais sans véritable face-à-face. Responsable tout-puissant, donc coupable par essence. Sus à l'Histoire, à la justice, à la vérité, au droit, à la démocratie, à l'autodétermination, à la souveraineté. Ces Juifs d'exception ne sont pas des Juifs de négation à la mode du 19^e-début du 20^e siècle, déniaient et masquant leur origine juive, mais de négation de la judéité des autres Juifs qu'ils ne reconnaissent pas comme leurs semblables-différents. Ces hallucinés des Lumières, des leurs surtout, et ces ultraminoritaires aigris dans leurs communautés ou dans leur propre pays envers lequel d'ailleurs beaucoup organisent la dénonciation de l'extérieur, appellent ou cautionnent les campagnes de boycott, paraissent avoir une conception de la démocratie telle que, tout en ayant été fermement opposés à la détermination néo-conservatrice à l'exportation de celle-ci, ils subsument ses lois dans le déni extra-territorial des scrutins et l'affirmation de leur ego. L'affirmation de leur différence est constitutive des discrédits jetés sur les opérations de Tsahal, après avoir fascisé Begin, diabolisé Sharon, et ainsi préparé, objectivé la « nazification » d'Israël. Par ailleurs, une coexistence avec les Palestiniens sera en-visageable lorsque ceux-ci, subsumant les positions d'envie et mimétiques, se seront construit une identité et un sentiment d'appartenance propres, une véritable culture singulière intriquée à cette représentation de semblable-différent.

Alors *Raison garder*: Israël est le nom d'une conquête, de l'intellectualité-spiritualité sur la toute-sensorialité et la superstition, de la construction sur l'illusion. Illusion narcissique et dangereuse que d'appeler à la symétrie, à l'idéalité du don, à la croyance renouvelée en une paix qui ne tiendrait de nouveau nul compte de l'Histoire et des expériences répétées, des discours manifestes et des actes de destruction sur le terrain ; se gargariser de mots-magiques, « la paix des braves », des « concessions douloureuses et courageuses », autant de renoncements à la sécurité, à la dissuasion, à l'intégrité, à l'identité nationale. D'aucuns participent allègrement à ce que l'État d'Israël fasse l'objet d'une stigmatisation médiatique, et la communauté juive qui l'accompagne dans ses épreuves doit endosser ses stigmates, les 550 000 personnes qui la composent étant dits empreints de fanatisme et de grégarisation parce qu'ils s'en déclarent dans leur grande majorité solidaires. Alors même qu'elles se trouvent isolées dans la communauté nationale, lorsqu'elles manifestent leur indignation après l'assassinat ignoble du jeune Ilan Halimi ou leurs pensées pour le jeune franco-israélien Gilad Shalit, séquestré par le Hamas,

abandonné de tous les « humanitaires universels professionnels » malgré l'existence d'une réelle Convention de Genève.

Alors, comme le demandait Raphaël Draï, où sont les nouveaux Zola, Clémenceau, Péguy ? Que devient le droit à l'auto-défense à moins d'être déshumanisé, catalogué coupable par nature, selon une rhétorique obtuse et assassine, face à laquelle la parole, tentant de s'appuyer sur la réalité et l'analyse, s'avère impuissante : « État artificiel » qui n'aurait que le droit de survivre une ou deux générations durant après la Shoah⁵, et selon le bon vouloir et les modalités de la « communauté internationale », silencieuse ou passive par ailleurs face à bien des tragédies, esclavages, massacres en masse. Israël est l'objet d'une obsédante stigmatisation, d'un analphabétisme amnésique, d'une nouvelle goldstonisation des esprits faisant suite à leur arafatisation, à qui on promettrait la paix s'il cédait ses prérogatives de souveraineté, d'autodétermination, sur la vérité de son Histoire, sur les lois de la guerre et de la morale. Cette passion palestinophile européenne assassine, tentative paulinienne renouvelée⁶, le nouvel Israël appelé à renaître de ses ruines, du vieil Israël délégitimé par la stratégie de la souillure et de l'exclusion du monde et de l'espace trans-subjectif, par la dépolitisation idéologique d'Israël et celle, humanitariste du conflit, visant à cacher les buts réels de l'internationalisation du conflit, dédouble le symbole et le Réel. Le récit du peuple Juif est universellement banni sous le coup d'une idéologie monolithique qui disqualifie le regard juif en tant qu'hystérique et passionnel sur la situation. Comment cette dépolitisation rend possible le mépris et la manipulation qui le portraiture dans ses traits d'inhumanité, accusé d'apartheid, de cruauté ? Cette opprobre quasi-unanime sur Tsalal a quelque chose d'irréel en tant que signe de la peur de l'Europe munichoise⁷.

L'existant du « camp de la paix », qui se veut la défense et l'illustration de la vraie identité israélienne et/ou juive, est l'acteur d'une stratégie qui pourtant a maintes fois échoué et qui met Israël encore et toujours davantage en insécurité et en position de *paria*. Les autres ne peuvent que faire partie du « camp de la guerre ». Ils reproduisent ainsi l'axe du bien et l'axe du mal dont il dénigre par ailleurs le concept et l'existence. Cette mouvance, et ses élites rétro-éclairées et autoproclamées, a ainsi pris tout le monde en otage de sa définition très singulière de la paix, dans un bannissement si peu démocratique de la grande masse du monde juif. Elle a toujours trouvé un mauvais Israël contre lequel s'affirmer, une exclusion d'autrui en miroir duquel il se forme une identité qui s'inscrit dans une logique de la reconnaissance par l'autre pour exister : une posture aliénée. L'apothéose est l'adoubement par les élites internationales ; la fracture du peuple Juif qui semble s'animer avec la question de la paix a donc autant à voir avec un

conflit de classe, de pouvoir intra-juif et de reconnaissance par autrui, qu'avec la paix elle-même, et elle démontre que ces militants ont plus de liens avec le centre névralgique de l'occident et des diasporas qu'avec les membres de leur nation ou de leurs concitoyens dont au fond elles se sentent éloignées. Seuls les tenants du « camp de la paix » en appellent à l'étranger et manœuvrent dans les couloirs des Institutions et Administrations qui vont les financer, par le biais d'ONG officiellement a-politiques, et ainsi inférer dans la politique intérieure d'un pays souverain. Tout en se prenant pour ses prophètes... ou ses sauveurs. La délation, *malice de langues*, pourrait bien être l'une des pires transgressions à la Loi, ainsi que Maïmonide la considéra. Les fractures qui accablent le peuple Juif a des dimensions qui dépassent celles d'une querelle partisane ou d'un débat, d'un conflit d'idées. Nous sommes ici en présence de deux stratégies de l'existence juive ; la ligne de fracture qui sépare le « camp de la paix » et le « camp national » n'oppose pas religieux et laïcs, religieux et politiques ; elle passe à l'intérieur de dimensions concernant le sacrificialisme, le sacrifice de soi et des siens sur l'autel de l'universel, comme s'il fallait s'excuser d'exister en donnant des gages de bonne volonté et en prenant des décisions « douloureuses » unilatérales à l'infini ; sacrifice masochiste en quête de reconnaissance sans fins, devant prouver un surplus d'humanité jamais suffisante et de toute façon suspecte, mais de nature grandiose narcissique. La mission juive autosacrificielle récuse l'assomption pleine d'une identité juive singulière et collective intégrant la dimension du politique, nation parmi les nations, identité d'appartenance tout en reconnaissant ses failles et ses manques, son altérité, *Am ekhad*, un peuple aux multiples visages. Le « camp de la paix » transforme l'appartenance juive en angélisme désincarné, apprentis sorciers d'utopies fantastiques d'un « nouveau Moyen-Orient », ou stratégies-cyniques.

Cet angélisme prône un système de valeurs qui exige d'Israël qu'il incarne une morale pure de toute raison d'État, de toute raison singulière, pour exister et être accepté par ses voisins et par le monde ; ce qui ferait de lui le seul État de tout l'univers à sacrifier sa raison d'État pour avoir l'espoir d'être reconnu, ou du moins toléré, non pas dans son identité juive mais comme voisin temporaire, de qui on continuera d'exiger d'autres concessions. Le sacrifice est une formation de la dénégation de la Loi. Il est l'équivalent de la stratégie existentielle d'une ultra-orthodoxie qui, en renonçant à assurer le principe de liberté et de responsabilité inhérent à l'alliance dans le Sinaï, qui institue un peuple, renonce à se sentir responsable de la condition collective des Juifs dans le politique et l'Histoire en s'en remettant à la Providence divine, ou à d'autres hommes, avec un fatalisme qui se voit grandiose. La notion historique de droit disparaît au profit des notions humanitaristes. Ces tenants du

« camp de la paix » refusent la responsabilité de décider, d'assumer de penser que la guerre peut constituer un moyen nécessaire d'obliger à la reconnaissance mutuelle des « adversaires » et donc d'autrui, de conduire à une paix négociée ne pouvant se fonder que sur une réciprocité. Les tenants de la paix à tout prix se veulent au dessus d'une réciprocité⁸ et donc d'une véritable altérité, de la reconnaissance chez chacun des protagonistes de son identité, de ses limites, *une liberté responsable* selon une belle formule de Benjamin Gross. Le courant sacrificialiste réunit un agrégat d'auto-créateurs, « nouveaux historiens », « post-sionistes », des contre-sionistes au sens où ils font l'impasse de l'expérience juive, de l'antisémitisme, et de la Shoah⁹. Ils veulent supprimer la loi du retour, symbole du lien indéfectible du peuple Juif et de sa terre d'Israël, et visent ainsi à supprimer l'Alliance même et avec elle la transcendance fondatrice et productrice de rationalité et d'universalité. Refoulant l'histoire vécue des juifs modernes, d'essence diasporique et malgré l'échec de l'assimilation libérale (cf. l'affaire Dreyfuss), leur désir est de retourner à l'Émancipation dans sa virginité comme si rien ne s'était passé, faisant l'apologie de la modernité qui a précisément nié le peuple Juif, de la restauration dont ils sont pourtant le produit. Leur ambivalence contribue à ce que le sionisme soit traité en paria de la modernité politique qui est marquée par une contradiction structurelle. Les démocrates post modernes de l'Occident veulent ressusciter le siècle des Lumières, sous le signe de l'Émancipation et donc en opposition au concept de peuple Juif, et on les voit pathétiquement exalter l'exil et la diaspora. Israël est devenu le juif des nations à son corps défendant, mais aussi dans ses propres rangs, avec le retour puissant de ce sacrificialisme dans le courant de la Realpolitik. L'Émancipation produit la « naturalisation » des juifs, tentant d'éradiquer cette étrangeté que porte en elle l'identité juive, et qui ouvre au manque et à l'altérité. Elle cristallise, selon Trigano, l'enjeu du peuple : précisément celui-ci est devenu l'étrangeté à soustraire du politique. L'Émancipation a dissocié dans le Juif l'individu du peuple, ne reconnaissant de surcroît dans l'individu juif que l'homme, un homme abstrait et générique. Le « camp de la paix » a déserté la nation, après que le sionisme socialiste ait en partie fini par vouloir ressembler aux autres au point de se détacher de son héritage historique et du lien au peuple Juif en diaspora, au point aussi où l'attachement à la terre leur est devenue, paradoxe contemporain, le symbole de la pariaisation du peuple Juif. Le sionisme politique¹⁰ est dans son essence et son histoire du côté de la Realpolitik, la terre restant pour lui le lieu, pour le Juif, de l'être-comme les autres, mais sans se soucier excessivement de leur reconnaissance. Peu importe d'être tenu pour un paria par les nations, l'essentiel est de ne plus l'être sur le terrain. Ainsi a-t-il développé un *ethos* de la solitude d'Israël.

L'animosité envers Israël met en question son être même, sa légitimité existentielle plus que les actes de sa politique. Le sionisme restaure le peuple Juif dans un système qui le récuse et le nie. Il fonde un État-nation démocratique sous l'égide duquel il réorganise les Juifs, créent une citoyenneté juive dans l'âge des États-nations. L'Europe a détruit ses juifs, le monde islamique les a chassés, l'exil normalisé dans la modernité les a ostracisés¹¹. Alors, il s'agit raisonnablement de défendre cet espace, sans s'y incarner certes, mais en s'unissant. Le bouleversement le plus extraordinaire que le sionisme a apporté a vu le paria se prendre en charge pour faire face à son destin au lieu de s'en remettre aux autres, tout en continuant à apporter aux autres des choses considérables. Il y a un caractère héroïque dans cette réalité qui a été l'objet d'admiration et maintenant de réprobation, réprobation ! Néga-sion !

Le sionisme, refusant le sacrificialisme en même temps que l'incarnation de la judéité dans le seul État, a relevé le gant de l'historico-politique à un moment où le peuple Juif était voué à la disparition. On rassemble la diversité des mondes en l'État Juif, la nation israélienne. Mais les post-sionistes, les signataires de *JCall* ne vont peut-être pas à Arad ou à Or Akiva. Pourtant, la démocratie et le principe de souveraineté dans la politique s'appuient l'un sur l'autre. Se trouver « généreux » et donner des « solutions » qu'on veut croire simples et magiquement résolutes, n'annule pas la complexité des choses, lorsque se croire réaliste s'étaie sur la réalisation hallucinatoire d'un désir¹². Le monde découvre avec effarement et terreur que l'État d'Israël était quelque chose de plus qu'un camp humanitaire pour Juifs persécutés et rescapés pour le sionisme politique qui avait projeté le Judaïsme dans la vie des Juifs pour le normaliser. Sans les temps bibliques ressurgis en pleine modernité avec les perspectives spirituelles, historiques, identitaires, sécuritaires, le courant sacrificialiste est le ventre mou d'Israël prêt à sacrifier Jérusalem, le Golan, après la Judée Samarie et le caractère juif d'Israël, pour des promesses, des promesses de paix... qui seraient garanties par des instances internationales qui n'ont jamais rien assuré et qui, au contraire, ont refusé de voir, ont masqué les réarmements du Hezbollah comme du Hamas, incapables de réagir à la nucléarisation de l'Iran, et ainsi généré des affrontements de plus en plus brutaux et meurtriers. Naïveté, jouissance du fantasme et toute-puissance de la pensée, du désir des sacrificialistes. Les Juifs peuvent aujourd'hui rêver et vivre leur rêve du retour dans l'Histoire juive, dans l'histoire des Juifs, dans l'Histoire. L'hyperréalisme de la présence des Juifs occulte une terrible absence, celle du peuple Juif, l'affirmation répétitive du « droit de son État à exister dans des frontières sûres et reconnues » semblant avoir valeur de dénégation. Il y a parallèlement un vacillement symbolique de la citoyenneté des Juifs en France, avec une légitimation indirecte des inci-

dents antisémites notamment par les arabo-musulmans. La communauté française se déleste de sa responsabilité en se défaussant sur la communauté juive qui est de nouveau assimilée à une communauté de l'immigration. La contemporanéité exalte le signe juif tout en accablant les Juifs. Il y a réduction du politique au religieux, et retour de la sacralisation à la stigmatisation des Juifs et à la diabolisation d'Israël. Nous sommes face aux tenants de l'illusion, d'une idéologie de la suggestion, confondant raison et rationalisation. Il y a une érotique séduisante de l'abandon, du geste esthétisant, large part de la modernité, ou toboggan de l'archaïque selon la formule de G.A.Goldschmidt. Ce n'est pas nouveau que l'Europe s'illusionne et se gargarise du fantasme d'être la détentrice de l'authenticité, de la vérité, se réduisant comme une peau de chagrin dans ce point aveugle qui a déjà pu mener à l'irreprésentable, à supprimer l'*unheimlich* en passant par l'extermination des Juifs. Oslo était l'aboutissement d'un processus d'auto-culpabilisation et d'un accès dépressif dans l'après-coup du renoncement d'Israël à riposter aux envois de scud de l'Irak¹³, Genève fut déjà un coup d'État, un acte de trahison anti-démocratique. Aucun État ne tolérerait que des citoyens négocient avec l'ennemi sans qu'ils en aient reçu le mandat, d'autres, leur faisant allégeance et appelant au boycott. Certains participent, cautionnent l'abîme éthique que constitue la haine des Juifs, par l'essentialisation de la culpabilité, de la toute-puissance d'Israël à faire à lui seul la paix, le Bien, comme de leur rationalité comme de leurs capacités aux miracles, et par conséquent également à refuser de faire la paix, à faire le mal, entité casquée. Au fond en veut-on aux Juifs, aux Israéliens, de leur pouvoir supposé de faire seuls des miracles, ou de ne pas toujours pouvoir – et donc vouloir – les faire ?

Dans *L'éloge de la guerre après la Shoah*, Michaël Bar Zvi¹⁴ présente un Lévinas « démocrate qui refuse que le Tueur lui dicte sa loi ». Il montre qu'alors que la guerre peut nous préserver des fléaux ou des catastrophes comme les génocides, le terrorisme ou la prolifération incontrôlée de l'arme atomique, elle est souvent perçue comme un recours immoral à la violence, qu'il faudrait condamner. Or, la seule leçon que l'on puisse en tirer, de la Shoah et des crimes contre l'humanité qui ont suivi, est la nécessité éthique et politique de la guerre. La Shoah a été « possible » parce qu'à un moment de l'Histoire, on a préféré « avoir la paix ». « Ah, si Hitler n'avait pas menti... ! », regrettait encore Chamberlain après la guerre. Depuis 1945, nous devons reconnaître la réalité d'une présence de la guerre comme recours moral. « On ne fait pas la guerre pour avoir la paix, mais on se bat pour établir les fondements de la paix », écrit-il¹⁵.

« Il est dans la tradition juive un concept difficile à définir et pourtant bien concret, que nous appelons *Ahavat Israël*, « l'amour du peuple juif » écrit Gershom Sholem. En vous chère Hannah, comme en beaucoup d'intellectuels issus

de la gauche allemande (comme aujourd'hui notamment d'intellectuels juifs), je n'en trouve que peu de traces ». En-deça de la bien décrite « haine de soi », il y a là une véritable question sur cette incapacité d'amour. Aimer ne signifie guère tout accepter, ni être dénué de tout discernement, mais cela ne veut pas dire non plus qu'il faille s'incarner en un inquisiteur spécifiquement et toujours plus intransigeant, sauf si l'on est incapable de bonté radicale. Hillel dans les *Pirké Avot*: « si je ne suis pas pour moi, qui sera pour moi ? Si ce n'est pas aujourd'hui, quand donc ? »

notes

1. Me gardant de la tentation d'une *welthanschauung*, d'une conception du monde globalisante et par trop résolutive, qu'en son temps Freud dénonçait déjà, paradigmatiquement pour la psychanalyse, je me propose de m'en tenir à dégager, au travers des fragmentations, des liaisons-déliations, et à interroger illusions et certitudes actuellement spectaculairement à l'œuvre et en acte. *JCall* est un symptôme de ce brouillage du contemporain, bien sûr dans le contenu même de son « Appel à la raison » conjuguant rationalité instrumentale et foi illimitée, plus encore dans la forme, d'une supplique institutionnalisée à exercer une pression sur le seul État d'Israël, quasiment un droit d'ingérence, auprès d'instances européennes et d'administrations étrangères qui, par ailleurs, on le sait, soutiennent activement cette mouvance, mais d'abord dans son appellation propre: « J », signifiant qui paraît davantage métonomiser une totalisaion de la pensée, une absolutisation de soi évoquant l'exaltation spéculaire du « Juif d'exception » se mirant dans la reconnaissance du conformisme médiatico-politique européen. Ces rétro-projectés des *Lumières*, autoproclamés de la raison éclairée, souvent idolâtres d'un Levinas si fréquemment gauchisé, de l'obligation éthique de la réciprocité du visage de l'autre, érigé ici en fétiche, affichent un mépris de la démocratie, du peuple, de l'autre, et de l'autre en soi, et remettent gravement en question, intriquées l'auto-détermination du peuple Juif et la souveraineté de l'État d'Israël, cautionnant et objectivant le « néga-sionisme » délégitimant ambiant. Aussi sommes-nous confrontés à une perversion morale et à un renoncement, associés dans cet autoproclamé et sacrificialiste « camp de la paix », de sorte que nous avons fermement à réélaborer des notions fondamentales, peuple et nation: subjectivité et histoire, pensée et mémoire, identité et appartenance, paix et conflictualité, guerre et langage, singulier et collectif et universel, idéalité et réalité, culture et politique.

S. Freud, *Considérations actuelles sur la guerre et la mort*, O. C 13, PUF, trad J. Laplanche & coll ; S. Freud, A. Einstein, *Pourquoi la guerre ?* trad.J.Laplanche, OC.13,1923 ; *Psychologie collective et analyse du moi* (1921), Payot 1981 ; *Deuil et mélancolie* (1915), in *Métapsychologie*, trad. fr. LAPLANCHEJ & PONTALIS.J.B, Éd. Gallimard, 1976 ; *Malaise dans la civilisation*, trad. fr, Jean LaplanchePuf, bibl... psychanalyse, 1978.

2. Dans *Le Silence des pères*, Granoffs'interrogeait, à côté de l'antisémitisme, sur le phénomène du parasémitisme. Cf. W. Granoff, *Le Silence des pères*, L'Écrit du temps no 5, Éd. Minuit.

3. Le seul juif reconnu est la victime humanitaire anonyme et non le Juif en elle. Et encore, s'agit-il maintenant exclusivement des juifs assassinés du passé, pas du présent ou de l'avenir. Le juif accepté désormais, invité, c'est le « Juif autorisé », c'est à dire « d'exception », comme H. Arendt en a dégagé le concept. Cf. Jean-Claude Milner, *Le Juif de savoir*, coll. Figures, Éd. Grasset, Paris, 2006 ; *L'arrogance du présent. Regards sur une décennie 1965-1975*, coll. Figures, Éd. Grasset, Paris, 2009 ; *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique*, Verdier, 2003.

4. – Michel Gad Wolkowicz, – « Un monde en Trans – Transfert de transferts ou d'une clinique du contemporain –, Argument et Préface », in *Un monde en Trans – Transfert de transferts ou d'une hypocondrie du contemporain* – EDK-Éditions, Sèvres, 2009) – Michel Gad Wolkowicz, « Ouverture : De Shmattès à Panim. Figures et traversées des noms. De l'intérieur des visages à l'étranger du langage – Le visage comme construction de l'originaire ou malaise sans civilisation – », in *Panim/Pnim, L'exil prend-il au visage ?* s/s. dir. C. Masson, M.G. Wolkowicz, EDK-Éditions, Sèvres, 2009.

5. Guillaume Erner : *Expliquer l'antisémitisme – Le bouc émissaire : autopsie d'un modèle explicatif*, PUF, Sociologies, 2005. Cf. Éric Marty, *Une querelle avec Alain Badiou, philosophe*, coll. « L'infini », Éd. Gallimard, Paris, 2007 ; Sus au peuple d'Israël en tant que tel, perçu comme un agrégat de colonisateurs sans Histoire ni identité, selon Sand, un groupuscule finalement solutionnable et substituable, selon Badiou*, une entité à la fois de jouisseurs monothéistes totalitaires assassins sadiques et d'empêcheurs de-jour-sans-entraves, selon Onfray, un peuple fossile respectueux de la Loi, détestable pour Genet.

6. Shmuel Trigano, *L'Ébranlement d'Israël, philosophie de l'histoire juive*, Éd. du Seuil, 2002. C'est le symptôme paulinien de la substitution, déléguée aux Palestiniens, à propos desquels on se gargarise du signifiant « peuple », le « peuple Palestinien » en contraste de « l'entité sioniste ».

7. Gérard Rabinovitch, *Terrorisme/Résistance*, la leçon d'Albert Camus, in Michel Gad Wolkowicz (s/s dir), *Un monde en trans – transfert de transfert ou de l'hypocondrie du contemporain*, EDK-Éditions, Sèvres, 2009.

Ne retrouvons-nous pas les prémisses d'utopies mystificatrices, d'illusions collectives nous confrontant à la nécessité, selon Gérard Rabinovitch, d'une « éthique de la désillusion » ?

8. La pétition *JCall* participe davantage à cette systématique et dangereuse déformation de la réalité pratiquée par les journalistes Européens (cf. Tarnero Jacques/Benssoussan Philippe, *Décryptage*, film) qu'à développer le principe de réalité. Elle est paradigmatique du genre d'initiatives qui n'ont d'autres buts que de se faire mousser en Europe mais qui contribuent à enflammer le front du refus et de la terreur. Ce minuscule mais activiste « camp de la paix » n'a en effet cessé d'en appeler au monde, de le solliciter, de l'interpeller pour s'imposer (et imposer) du dehors à ceux qu'il excluait de ses rangs distingués, en les diabolisant au passage et en attirant sur eux une vindicte et un mépris des instances et de l'opinion publique internationaux qui ont fini par viser tout Israël..., camp de la paix inclus. Ces élites pour faire corps avec leurs homologues, ne cessent de se démarquer d'autres Juifs, de préférence critiquables, pour se valoriser et progresser dans l'ordre dominant, assumant l'opi-

nion dominante sans avoir l'air de s'y soumettre, bien entendu au nom de la morale et de la raison ; il y a aussi les rancuniers, les médiocres envieux-ingrats-opportunistes, les haineux honteux, les prêts-à-tout. La recette est connue et facile pour monter et diffuser un film israélien en France. C'est à ce spectacle affligeant d'intellectuels juifs stigmatisant Israël qu'il nous est donné d'assister chaque fois qu'il y a une crise ou la peur d'une crise. *JCall*, ce prêt-à-penser martyrocrate et narcissique sous sa forme autosacrificielle grandiose, aliénant toute possibilité d'appréhender le réel sereinement, est un symptôme du contemporain. cf. G.W. Goldnadel, *Les martyrocrates, Dérives et impostures de l'idéologie victimaire*, Plon, Paris 2004.

9. Shmuel Trigano, – *L'Idéal démocratique à l'épreuve de la Shoà*, Éd. Odile Jacob, 1999 ; – *Les frontières d'Auschwitz*, Biblio-Essais, Livre de poche-Hachette, Paris, 2005 ; – *La nouvelle question juive*, Folio Essais, Gallimard, 2002.

10. « Le sionisme est une cause morale », écrit Gérard Rabinovitch qui cite Jonathan Swift : « On ne peut convaincre de raison quelqu'un d'abandonner quelque chose qu'il a adoptée sans se baser sur la raison ». « Il est devenu difficile de haïr les Juifs, écrit G.A. Goldschmidt sans se voir renvoyer le nom d'Auschwitz. Et voilà les Juifs coupables donc de ce qu'on ne puisse plus les haïr sans freins ni remords ». Alors la critique « légitime » vient s'y substituer. La réprobation d'Israël est d'abord l'obsession d'Israël. Dans le leurre, l'Europe instaure les règles de l'esprit ; nous n'aimons plus la guerre et nous laissons à d'autres le soin de la mener, quitte à les critiquer et les condamner. André Glucksmann, *Le Discours de la haine*, Plon, 2004, évoquait la « confusion du fait et de la foi » et les « trous noirs de notre mémoire ». L'avenir d'une négation nous amène à la question posée par Pascal Bruckner : est-il permis de ne pas critiquer Israël ? Freud parle de l'arrogance du pacifiste, et Nietzsche du « fanatique de la pitié ». Cf. P. Bruckner, *La tyrannie de la pénitence*, Paris, Éd. Grasset, 2007 / G.A. Goldschmidt, – « *La Consistance des langues* », in *L'Inactuel* n° 5, Éd. Calmann-Lévy, Print. 1996 ; – *De l'orininal sauvage au crime absolu*, Le Fait de l'analyse no.6, *Sauvagerie*, L'Autrement, mars 1999

11. G. Rabinovitch, « Pourquoi le sionisme est-il une cause morale ? » in. *Le sionisme face à ses détracteurs*, dir. Sh. Trigano, ed. Raphaël, 2002. Il note que « l'épreuve du nazisme reste le non-pensé de la modernité. » S'y profile un défaut inscrit dans l'épistémé des humanismes occidentaux et de leurs avatars existants : celui de la difficulté, comme nous l'avons évoqué, à penser et à identifier *le Mal*. La sacralisation de la Shoà garantit à l'Europe qu'elle sera protégée des atteintes du réel sans pour autant le nier totalement, en conditionnant le Juif en un objet ambivalent et dans un rôle paradoxal de « sacré impur ». Ainsi le sionisme, rejetant la condition victimaire et incarnant au contraire un mouvement d'émancipation en tant que sujet de l'Histoire et de son histoire, devient mauvais par essence. « Le peuple Juif « mystique », écrit Trigano, est exalté au moment même où le peuple Juif « physique », l'Israël contemporain, montré jusqu'à l'obscénité sur la scène des médias, se voit criminalisé, rabaisé, voire nié dans son existence même.

12. R. Draï, *Sous le signe de Sion : l'antisémitisme nouveau est arrivé*, Éd. Michalon, Paris, 2001 ; – *Quel Emmanuel Lévinas ?*, L'Arche no.625, juin 2010.

13. Concession faite aux USA, et première fois où l'État d'Israël remettait complètement sa défense

Paroles de signataires

CONTROVERSES

77

en d'autres mains, au prix de recevoir, dont les rescapés de la Shoah, des missiles et des gaz !

14. Michaël Bar Zvi, *Éloge de la guerre après la Shoah, – Pourquoi la guerre a commencé le 8 mai 1945*– Hermann Éditeurs, Paris, 2010

15. M. Bar Zvi, *Être et exil, Philosophie de la Nation juive*, Éd. Cerf, coll. Les Provinciales, 2006 ; Cf. E. Lévinas, *Humanisme de l'autre homme*, Fata Morgana, 1977